

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

LENINE



SUR LA GUERRE ET LA PAIX

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 1975 aux Editions en langues étrangères, Pékin.

WWW.MARXISME.FR

NOTE DE L'EDITEUR

La présente édition, qui réunit trois textes de Lénine : «Le Socialisme et la guerre» (*Œuvres*, tome 21), «Le Programme militaire de la révolution prolétarienne» (*Œuvres*, tome 23) et «Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste» (*Œuvres*, tome 23), a été établie d'après les traductions existant en langue française en s'appuyant sur une confrontation avec l'édition chinoise de *Lénine sur la guerre et la paix, Recueil de trois textes*, publiée par les Editions du Peuple, Pékin, septembre 1971, et en se référant à l'édition russe des *Œuvres* de Lénine. Les notes mises à la fin de la brochure sont rédigées d'après celles de l'édition chinoise des Editions du Peuple, Pékin, et celles des traductions françaises existantes.

Première édition	1973
2 ^e Tirage	1975

Sommaire :

LE SOCIALISME ET LA GUERRE (*L'attitude du Parti ouvrier social-démocrate de Russie à l'égard de la guerre*) (p. 3)

Préface à la première édition (publiée à l'étranger) (p. 3)

Préface à la deuxième édition (p. 3)

Chapitre I. Les principes du socialisme et la guerre de 1914-1915 (p. 4)

L'attitude des socialistes à l'égard des guerres (p. 4)

Les types historiques de guerres modernes (p. 4)

La différence entre guerre offensive et guerre défensive (p. 5)

La guerre actuelle est une guerre impérialiste (p. 5)

La guerre entre les plus gros propriétaires d'esclaves pour le maintien et la consolidation de l'esclavage (p. 5)

«La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens» (à savoir : par la violence) (p. 7)

L'exemple de la Belgique (p. 7)

Pourquoi la Russie fait-elle la guerre ? (p. 8)

Qu'est-ce que le social-chauvinisme ? (p. 8)

Le Manifeste de Bâle (p. 8)

Les fausses références à Marx et à Engels (p. 9)

La faillite de la II^e Internationale (p. 9)

Le social-chauvinisme, dernier mot de l'opportunisme (p. 9)

L'unité avec les opportunistes, c'est l'alliance des ouvriers avec «leur» bourgeoisie nationale et la scission de la classe ouvrière révolutionnaire internationale (p. 10)

Le «kautskisme» (p. 11)

Le mot d'ordre des marxistes est celui de la social-démocratie révolutionnaire (p. 11)

L'exemple de la fraternisation dans les tranchées (p. 12)

L'importance de l'organisation illégale (p. 12)

De la défaite de «son propre» gouvernement dans la guerre impérialiste (p. 12)

Du pacifisme et du mot d'ordre de la paix (p. 13)

Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (p. 13)

Chapitre II. Les classes et les partis en Russie (p. 14)

La bourgeoisie et la guerre (p. 14)

La classe ouvrière et la guerre (p. 15)

La Fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat et la guerre (p. 16)

Chapitre III. La reconstitution de l'Internationale (p. 17)

La méthode des social-chauvins et du «centre» (p. 17)

La situation au sein de l'opposition (p. 18)

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie et la III^e Internationale (p. 20)

Chapitre IV. L'histoire de la scission et la situation actuelle de la social-démocratie en Russie (p. 21)

Les «économistes» et l'ancienne *Iskra* (1894-1903) (p. 21)

Le menchévisme et le bolchévisme (1903-1908) (p. 22)

Le marxisme et le courant liquidateur (1908-1914) (p. 22)
Le marxisme et le social-chauvinisme (1914-1915) (p. 23)
La situation actuelle dans la social-démocratie russe (p. 24)
Les tâches de notre Parti (p. 25)

LE PROGRAMME MILITAIRE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE (p. 25)

I (p. 26)
II (p. 27)
III (p. 29)

PACIFISME BOURGEOIS ET PACIFISME SOCIALISTE (p. 32)

Article (ou Chapitre) I - Un tournant dans la politique mondiale (p. 32)
Article (ou Chapitre) II - Le pacifisme de Kautsky et de Turati (p. 34)
Article (ou Chapitre) III - Le pacifisme des socialistes et des syndicalistes français (p. 37)
Article (ou Chapitre) IV - Zimmerwald à la croisée des chemins (p. 40)

Notes (p. 42)

RECUEIL DE TROIS TEXTES

LE SOCIALISME ET LA GUERRE

(L'ATTITUDE DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DEMOCRATE DE RUSSIE A L'EGARD DE LA GUERRE)¹

PREFACE A LA PREMIERE EDITION (PUBLIEE A L'ETRANGER)

La guerre dure depuis un an déjà. Notre Parti a défini son attitude envers elle dès le début, dans un manifeste du Comité central, rédigé en septembre 1914 et publié (après sa distribution aux membres du Comité central et aux représentants responsables de notre Parti en Russie, et après notification de leur accord) le 1^{er} novembre 1914 dans le N°33 du *Social-Démocrate*, organe central de notre Parti. [Voir V. Lénine : «*La Guerre et la social-démocratie russe*», *Œuvres*, tome 21 — *Note de la rédaction.*] Ensuite, dans le N°40 (29 mars 1915), ont paru les résolutions de la Conférence de Berne**, qui fournissent un exposé plus précis de nos principes et de notre tactique. [Voir V. Lénine : «*La Conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R.*», *Œuvres*, tome 21 — *Note de la rédaction.*]

A l'heure actuelle, l'état d'esprit révolutionnaire des masses se manifeste de plus en plus en Russie. Des symptômes de ce phénomène s'observent dans tous les autres pays, encore que les aspirations révolutionnaires du prolétariat soient étouffées par la majorité des partis social-démocrates officiels, qui se sont rangés aux côtés de leurs gouvernements et de leur bourgeoisie. Cet état de choses rend particulièrement pressante la publication d'une brochure faisant le bilan de la tactique social-démocrate en ce qui concerne la guerre. Nous rééditons intégralement les documents précités du Parti en les accompagnant de brefs commentaires où nous nous efforçons de faire état des principaux arguments produits en faveur de la tactique bourgeoise et de la tactique prolétarienne, dans les publications et au cours des assemblées du Parti.

PREFACE A LA DEUXIEME EDITION

La présente brochure a été rédigée en été 1915, juste à la veille de la Conférence de Zimmerwald. Elle a paru aussi en allemand et en français et a été reproduite intégralement dans l'organe de la jeunesse social-démocrate norvégienne. Introduite illégalement en Allemagne — à Berlin, Leipzig, Brème et dans d'autres villes, l'édition allemande y a été diffusée clandestinement par les partisans de la gauche de Zimmerwald et le groupe de Karl Liebknecht. L'édition française, imprimée secrètement à Paris, y a

été diffusée par les zimmerwaldiens français. L'édition russe n'a pénétré en Russie qu'en un nombre très restreint d'exemplaires ; à Moscou, elle a été recopiée à la main par des ouvriers.

Nous présentons maintenant le texte intégral de cette brochure, à titre de document. Le lecteur doit toujours se rappeler que la brochure a été rédigée en août 1915. Il faut y penser tout spécialement à la lecture des passages où il est question de la Russie: il s'agissait encore à l'époque de la Russie tsariste, de la Russie des Romanov...

Paru dans la brochure éditée en 1918

Conforme au texte de la brochure

CHAPITRE PREMIER - LES PRINCIPES DU SOCIALISME ET LA GUERRE DE 1914-1915

L'ATTITUDE DES SOCIALISTES A L'EGARD DES GUERRES

Les socialistes ont toujours condamné les guerres entre les nations comme une entreprise barbare et bestiale. Mais notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. Nous autres, marxistes, différons des pacifistes aussi bien que des anarchistes en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part. L'histoire a connu maintes guerres qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est-à-dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple, l'autocratie ou le servage) et les despotismes les plus barbares d'Europe (turc et russe). Aussi importe-t-il d'examiner les particularités historiques de la guerre actuelle.

LES TYPES HISTORIQUES DE GUERRES MODERNES

La Grande Révolution française a inauguré une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité. Depuis lors et jusqu'à la Commune de Paris, de 1789 à 1871, les guerres de libération nationale, à caractère progressif bourgeois, constituèrent l'un des types de guerres. Autrement dit, le contenu principal et la portée historique de ces guerres étaient le renversement de l'absolutisme et du système féodal, leur ébranlement, l'abolition du joug étranger. C'étaient là, par conséquent, des guerres progressives; aussi tous les démocrates honnêtes, révolutionnaires, de même que tous les socialistes, ont toujours souhaité, dans les guerres *de ce genre*, le succès du pays (c'est-à-dire de la bourgeoisie) qui contribuait à renverser ou à saper les bastions les plus dangereux du régime féodal, de l'absolutisme et de l'oppression exercée sur les peuples étrangers. Ainsi, dans les guerres révolutionnaires de la France, il y avait un élément de pillage et de conquête des terres d'autrui par les Français; mais cela ne change rien à la portée historique essentielle de ces guerres qui démolissaient et ébranlaient le régime féodal et l'absolutisme de toute la vieille Europe, de l'Europe du servage. Dans la guerre franco-allemande, l'Allemagne a dépouillé la France, mais cela ne change rien à la signification historique fondamentale de cette guerre, qui a affranchi des dizaines de millions d'Allemands du morcellement féodal et de l'oppression exercée sur eux par deux despotes, le tsar russe et Napoléon III.

LA DIFFERENCE ENTRE GUERRE OFFENSIVE ET GUERRE DEFENSIVE

L'époque de 1789-1871 a laissé des traces profondes et des souvenirs révolutionnaires. Avant le renversement du régime féodal, de l'absolutisme et du joug d'une nation étrangère, il ne pouvait absolument pas être question de voir se développer la lutte du prolétariat pour le socialisme. Parlant du caractère légitime de la guerre «défensive» à propos des guerres de *cette* époque, les socialistes ont toujours eu en vue, très précisément, ces objectifs qui se ramènent à la révolution contre le régime médiéval et le servage. Les socialistes ont toujours entendu par guerre «défensive» une guerre «*juste*» dans ce sens (comme l'a dit exactement un jour W. Liebknecht). C'est seulement dans ce sens que les socialistes reconnaissent et continuent de reconnaître le caractère légitime, progressiste, juste, de la «défense de la patrie» ou d'une guerre «défensive». Par exemple, si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., ce seraient des guerres «justes», «défensives», *quel que soit* celui qui commence, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des Etats opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les «grandes» puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices.

Mais imaginez qu'un propriétaire de 100 esclaves fasse la guerre à un autre propriétaire qui en possède 200, pour un plus «juste» partage des esclaves. Il est évident qu'appliquer à un tel cas la notion de guerre «défensive» ou de «défense de la patrie» serait falsifier l'histoire; ce serait, pratiquement, une mystification des simples gens, de la petite bourgeoisie, des gens ignorants, par d'habiles esclavagistes. C'est ainsi qu'aujourd'hui la bourgeoisie impérialiste trompe les peuples au moyen de l'idéologie «nationale» et de la notion de défense de la patrie dans la guerre actuelle entre esclavagistes, qui a pour enjeu la consolidation et le renforcement de l'esclavage.

LA GUERRE ACTUELLE EST UNE GUERRE IMPERIALISTE

Presque tout le monde reconnaît que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, mais le plus souvent on déforme cette notion, ou bien on l'applique unilatéralement, ou bien on insinue que cette guerre pourrait avoir une portée progressiste bourgeoise, de libération nationale. L'impérialisme est le degré supérieur du développement du capitalisme, que celui-ci n'a atteint qu'au XX^e siècle. Le capitalisme se sent désormais à l'étroit dans les vieux Etats nationaux sans la formation desquels il n'aurait pu renverser le régime féodal.

Le capitalisme a développé la concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patronaux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et que presque tout le globe a été partagé entre ces «potentats du capital», sous forme de colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l'exploitation financière. A la liberté du commerce et de la concurrence se sont substituées les tendances au monopole, à la conquête de terres pour y investir les capitaux, pour en importer des matières premières, etc.

De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations. Ancien facteur de progrès, le capitalisme est devenu réactionnaire ; il a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme, ou bien à subir durant des années, et même des dizaines d'années, la lutte armée des «grandes» puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature.

LA GUERRE ENTRE LES PLUS GROS PROPRIETAIRES D'ESCLAVES POUR LE MAINTIEN ET LA CONSOLIDATION DE L'ESCLAVAGE

Afin de montrer clairement le rôle de l'impérialisme, nous citerons des données précises sur le partage du monde entre ce qu'on appelle les «grandes» puissances (c'est-à-dire celles qui réussissent à piller sur une grande échelle) :

Le partage du monde par les «grandes» puissances esclavagistes

«Grandes» puissances	Colonies				Métropoles		Total	
	1876		1914		1914			
	km ²	habitants	km ²	habitants	km ²	habitants	km ²	habitants
	en millions		en millions		en millions		en millions	
Angleterre	22,5	251,9	33,5	393,5	0,3	46,5	33,8	440,0
Russie	17,0	15,9	17,4	33,2	5,4	136,2	22,8	169,4
France	0,9	6,0	10,6	55,5	0,5	39,6	11,1	95,1
Allemagne	—	—	2,9	12,3	0,5	64,9	3,4	77,2
Japon	—	—	0,3	19,2	0,4	55,0	0,7	72,2
Etats-Unis d'Amérique	—	—	0,3	9,7	9,4	97,0	9,7	106,7
Les 6 «grandes» puissances	40,4	273,8	65,0	523,4	16,5	437,2	81,5	960,6
Colonies n'appartenant pas aux grandes puissances (mais à la Belgique, à la Hollande et à d'autres Etats)	—	—	9,9	45,3	—	—	9,9	45,3
Trois pays «semi-coloniaux» (Turquie, Chine et Perse).	—	—	—	—	—	—	14,5	361,2
Total :							105,9	1367,1
Autres Etats et pays							28,0	289,9
Tout le globe (excepté les régions polaires)							133,9	1 657,0

Il ressort de ce tableau que les peuples qui, de 1789 à 1871, ont combattu la plupart du temps à la tête des autres peuples pour la liberté, sont devenus désormais, après 1876, à la faveur d'un capitalisme hautement développé et «plus que mûr», les oppresseurs et les exploités de la majorité des populations et des nations du globe. Entre 1876 et 1914, six «grandes» puissances ont accaparé 25 millions de kilomètres carrés, soit une superficie représentant deux fois et demie celle de toute l'Europe ! Six puissances tiennent dans la servitude *plus d'un demi-milliard* (523 millions) d'habitants des colonies. Pour 4 habitants des «grandes» puissances, il y en a 5 dans «leurs» colonies. Tout le monde sait que les colonies ont été conquises par le fer et par le feu, qu'on inflige à leurs populations un traitement barbare, qu'on les exploite par mille moyens (exportation de capitaux, concessions, etc. ; en les trompant sur la qualité des marchandises qui leur sont vendues, en les assujettissant aux autorités de la nation «dominante», etc., et ainsi de suite). La bourgeoisie anglo-française dupe le peuple lorsqu'elle prétend mener la guerre pour la liberté des peuples et de la Belgique: en réalité, elle mène la guerre pour conserver les immenses territoires coloniaux dont elle s'est emparée. Les impérialistes allemands auraient immédiatement évacué la Belgique, etc., si les Anglais et les Français avaient partagé avec eux leurs colonies «à l'amiable». La situation a ceci de singulier que, dans ce conflit, le sort des colonies sera tranché par l'issue de la guerre sur le continent. Du point de vue de la justice bourgeoise et de la liberté nationale (ou du droit des nations à l'existence), l'Allemagne aurait incontestablement raison contre l'Angleterre et la France, car elle a été «lésée» en fait de colonies; ses ennemis oppriment infiniment plus de nations qu'elle ne le fait elle-même, et chez son alliée, l'Autriche, les Slaves opprimés jouissent assurément d'une plus grande liberté que dans la Russie tsariste, cette véritable «prison des peuples». Mais l'Allemagne fait elle aussi la guerre pour opprimer des nations, et non pour les affranchir. Ce n'est pas l'affaire des socialistes d'aider un brigand plus jeune et plus vigoureux (l'Allemagne) à piller des brigands plus vieux et plus repus. Les socialistes doivent profiter de la guerre que se font les brigands pour les renverser tous. Pour cela, il faut avant tout que les socialistes disent au peuple la vérité, à savoir que cette guerre est, dans un triple sens, une guerre d'esclavagistes pour la consolidation de l'esclavage. C'est une guerre qui vise, premièrement, à consolider l'esclavage des colonies au moyen d'un partage plus «équitable» et d'une exploitation

ultérieure mieux «orchestrée» ; deuxièmement, à accentuer le joug qui pèse sur les nations étrangères à l'intérieur des «grandes» puissances elles-mêmes, car l'Autriche *aussi bien que* la Russie (la Russie dans des proportions beaucoup plus grandes et bien pires que l'Autriche) ne se maintiennent qu'au moyen de ce joug qu'elles renforcent par la guerre ; troisièmement, à intensifier et à prolonger l'esclavage salarié, car le prolétariat est divisé et accablé, tandis que les capitalistes gagnent sur tous les tableaux en s'enrichissant par la guerre, en exacerbant les préjugés nationaux et en accentuant la réaction, qui connaît une recrudescence dans tous les pays, même dans les pays républicains les plus libres.

«LA GUERRE EST LA CONTINUATION DE LA POLITIQUE PAR D'AUTRES MOYENS» (A SAVOIR : PAR LA VIOLENCE)²

Cette sentence célèbre appartient à Clausewitz, l'un des auteurs les plus pénétrants en matière militaire. Les marxistes ont toujours considéré avec juste raison cette thèse comme la base théorique de l'interprétation de chaque guerre donnée. C'est de ce point de vue que Marx et Engels ont toujours envisagé les différentes guerres.

Appliquez ce point de vue à la guerre actuelle. Vous verrez que, durant des dizaines d'années, pendant près d'un demi-siècle, les gouvernements et les classes dirigeantes d'Angleterre, de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche et de Russie ont pratiqué une politique de pillage des colonies, d'oppression de nations étrangères, d'écrasement du mouvement ouvrier. C'est cette politique, et nulle autre, qui se poursuit dans la guerre actuelle. En Autriche et en Russie notamment, la politique du temps de paix consiste, comme celle du temps de guerre, à asservir les nations et non à les affranchir. Au contraire, en Chine, en Perse, dans l'Inde et les autres pays dépendants, nous assistons durant ces dernières dizaines d'années à une politique d'éveil à la vie nationale de dizaines et de centaines de millions d'hommes, à une politique tendant à les libérer du joug des «grandes» puissances réactionnaires. La guerre sur ce terrain historique peut être aujourd'hui encore une guerre progressive bourgeoise, une guerre de libération nationale. Il suffit de considérer que la guerre actuelle continue la politique des «grandes» puissances et des classes fondamentales qui les constituent pour constater aussitôt le caractère manifestement antihistorique, mensonger et hypocrite de l'opinion selon laquelle il serait possible, dans la guerre actuelle, de justifier l'idée de la «défense de la patrie».

L'EXEMPLE DE LA BELGIQUE

Les social-chauvins de la Triple (aujourd'hui Quadruple) Entente (en Russie : Plékhanov et C^e) aiment par-dessus tout invoquer l'exemple de la Belgique. Mais cet exemple se retourne contre eux. Les impérialistes allemands ont violé sans vergogne la neutralité de la Belgique, comme ont fait toujours et partout les Etats belligérants qui, en cas de besoin, foulaient aux pieds *tous* les traités et engagements. Admettons que tous les Etats qui ont intérêt à respecter les traités internationaux aient déclaré la guerre à l'Allemagne, en exigeant de ce pays qu'il évacue et dédommage la Belgique. En l'occurrence, la sympathie des socialistes serait allée, bien entendu, aux ennemis de l'Allemagne. Or, le fait est justement que la guerre menée par la «Triple (et Quadruple) Entente» *ne l'est pas* pour la Belgique ; cela est parfaitement connu, et seuls les hypocrites le dissimulent. L'Angleterre pille les colonies de l'Allemagne et la Turquie ; la Russie pille la Galicie et la Turquie ; la France réclame l'Alsace-Lorraine et même la rive gauche du Rhin ; un traité a été conclu avec l'Italie sur le partage du butin (Albanie et Asie mineure) ; un marchandage analogue est en cours avec la Bulgarie et la Roumanie. Sur le terrain de la guerre actuelle des gouvernements actuels, il est *impossible* d'aider la Belgique *autrement* qu'en aidant à étrangler l'Autriche ou la Turquie, etc. ! Que vient faire alors ici la «défense de la patrie» ?? C'est là précisément le caractère particulier de la guerre impérialiste, guerre menée par des gouvernements bourgeois réactionnaires qui ont fait historiquement leur temps, avec pour enjeu l'oppression d'autres nations. Quiconque justifie la participation à cette guerre perpétue l'oppression impérialiste des nations. Quiconque préconise d'exploiter les difficultés actuelles des gouvernements pour lutter en faveur de la révolution sociale défend la liberté réelle de la totalité des nations, qui n'est réalisable qu'en régime socialiste.

POURQUOI LA RUSSIE FAIT-ELLE LA GUERRE ?

En Russie, l'impérialisme capitaliste du type moderne s'est pleinement révélé dans la politique du tsarisme à l'égard de la Perse, de la Mandchourie et de la Mongolie; mais ce qui, d'une façon générale, prédomine en Russie, c'est l'impérialisme militaire et féodal. Nulle part au monde la majorité de la population du pays n'est aussi opprimée : les Grands-Russes ne forment que 43 % de la population, c'est-à-dire moins de la moitié, et tous les autres habitants sont privés de droits, en tant qu'allogènes. Sur les 170 millions d'habitants de la Russie, *100 millions environ* sont asservis et privés de droits. Le tsarisme fait la guerre pour s'emparer de la Galicie et étrangler définitivement la liberté des Ukrainiens, pour conquérir l'Arménie, Constantinople, etc. Le tsarisme voit dans la guerre un moyen de détourner l'attention du mécontentement qui s'accroît à l'intérieur du pays et d'écraser le mouvement révolutionnaire grandissant. Aujourd'hui, pour deux Grands-Russes, on compte en Russie deux ou trois «allogènes» privés de droits : le tsarisme s'efforce, au moyen de la guerre, d'augmenter le nombre des nations opprimées par la Russie, d'accentuer leur oppression et de faire ainsi échec à la lutte pour la liberté que mènent les Grands-Russes eux-mêmes. La possibilité d'asservir et de piller les autres nations aggrave le marasme économique, car il arrive souvent que la source des revenus soit moins le développement des forces productives que l'exploitation semi-féodale des «allogènes». Ainsi, du côté de la Russie, la guerre porte un caractère foncièrement réactionnaire et hostile aux mouvements de libération.

QU'EST-CE QUE LE SOCIAL-CHAUVINISME ?

Le social-chauvinisme, c'est ce qui invoque l'idée de la «défense de la patrie» dans la guerre actuelle. De cette idée découlent, par voie de conséquence, la renonciation à la lutte de classe pendant la guerre, le vote des crédits militaires, etc. Les social-chauvins pratiquent en fait une politique anti-prolétarienne, bourgeoise, car ils préconisent en réalité, non pas la «défense de la patrie» au sens de la lutte contre l'oppression étrangère, mais le «droit» de telles ou telles «grandes» puissances à piller les colonies et à opprimer d'autres nations. Les social-chauvins reprennent à leur compte la mystification du peuple par la bourgeoisie, selon laquelle la guerre serait menée pour la défense de la liberté et de l'existence des nations, et se rangent ainsi aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat. Sont des social-chauvins aussi bien ceux qui justifient et exaltent les gouvernements et la bourgeoisie *d'un* des groupes des puissances belligérantes que ceux qui, à l'instar de Kautsky, reconnaissent aux socialistes de *toutes* les puissances belligérantes un droit identique à la «défense de la patrie». Le social-chauvinisme, qui prône en fait la défense des privilèges, des avantages, des pillages et violences de «sa propre» bourgeoisie impérialiste (ou de toute bourgeoisie, quelle qu'elle soit), constitue une trahison pleine et entière de toutes les convictions socialistes et de la résolution du Congrès socialiste international de Bâle.

LE MANIFESTE DE BALE

Le manifeste sur la guerre, adopté à l'unanimité à Bâle en 1912, vise justement la guerre qui a éclaté en 1914 entre l'Angleterre et l'Allemagne avec leurs alliés actuels. Le manifeste déclare nettement que nul intérêt du peuple ne peut justifier une telle guerre, menée pour «le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties», sur la base de la politique impérialiste, spoliatrice, des grandes puissances. Le manifeste déclare expressément que la guerre est un danger «pour les gouvernements» (tous sans exception), met en évidence la crainte que la «révolution prolétarienne» leur inspire, rappelle de la manière la plus explicite l'exemple de la Commune de 1871 et celui d'octobre-décembre 1905, *c'est-à-dire l'exemple de la révolution et de la guerre civile*. Par conséquent, le Manifeste de Bâle indique, précisément pour la guerre actuelle, la tactique de la lutte révolutionnaire des ouvriers à l'échelle internationale contre leurs gouvernements, la tactique de la révolution prolétarienne. Le Manifeste de Bâle reprend les termes de la résolution de Stuttgart disant qu'au cas où la guerre éclaterait, les socialistes devraient exploiter «la crise économique et politique» créée par la guerre pour «précipiter la chute du capitalisme», c'est-à-dire mettre à profit les difficultés suscitées aux gouvernements par la guerre, ainsi que la colère des masses, en vue de la révolution socialiste.

La politique des social-chauvins, qui justifient la guerre du point de vue bourgeois sur le mouvement de libération, qui admettent la «défense de la patrie», qui votent les crédits, qui entrent dans les ministères, etc., est donc une trahison pure et simple du socialisme, qui ne s'explique, comme on le verra plus loin, que par la victoire de l'opportunisme et de la politique ouvrière national-libérale au sein de la majorité des partis européens.

LES FAUSSES REFERENCES A MARX ET A ENGELS

Les social-chauvins russes (Plékhanov en tête) invoquent la tactique de Marx dans la guerre de 1870 ; les social-chauvins allemands (genre Lensch, David et C^{ie}) invoquent les déclarations d'Engels en 1891 sur la nécessité pour les socialistes allemands de défendre la patrie en cas de guerre contre la Russie et la France réunies; enfin, les social-chauvins genre Kautsky, désireux de transiger avec le chauvinisme international et de le légitimer, invoquent le fait que Marx et Engels, tout en condamnant les guerres, se sont néanmoins chaque fois rangés, de 1854-1855 à 1870-1871 et en 1876-1877, du côté de tel ou tel Etat belligérant, une fois le conflit malgré tout déclenché. Toutes ces références déforment d'une façon révoltante les conceptions de Marx et d'Engels par complaisance pour la bourgeoisie et les opportunistes, de même que les écrits des anarchistes (les Guillaume et C^o) dénaturent les conceptions de Marx et d'Engels pour justifier l'anarchisme. La guerre de 1870-1871 a été, du côté de l'Allemagne, une guerre historiquement progressive jusqu'à la défaite de Napoléon III qui, de concert avec le tsar, avait longtemps opprimé l'Allemagne en y maintenant le morcellement féodal. Dès que la guerre eut tourné au pillage de la France (annexion de l'Alsace et de la Lorraine), Marx et Engels condamnèrent résolument les Allemands. Au reste, dès le début de cette guerre, Marx et Engels avaient approuvé le refus de Bebel et de Liebknecht de voter les crédits et recommandé à la social-démocratie de ne pas faire bloc avec la bourgeoisie, mais de lutter pour la sauvegarde des intérêts de classe particuliers du prolétariat. Appliquer le jugement porté sur cette guerre progressive bourgeoise et de libération nationale à la guerre impérialiste actuelle, c'est se moquer de la vérité. Il en va de même, de façon encore plus frappante, pour la guerre de 1854-1855 et pour toutes les guerres menées au XIX^e siècle, alors que n'existaient *ni* l'impérialisme actuel, *ni* les conditions objectives déjà mûres du socialisme, *ni* des partis socialistes de masse dans *tous* les pays belligérants, c'est-à-dire à une époque où faisaient précisément défaut les conditions d'où le Manifeste de Bâle dégageait la tactique de la «révolution prolétarienne» *en relation* avec la guerre entre les grandes puissances.

Invoquer aujourd'hui l'attitude de Marx à l'égard des guerres de l'époque de la bourgeoisie *progressive* et oublier les paroles de Marx : «Les ouvriers n'ont pas de patrie», paroles qui se rapportent *justement* à l'époque de la bourgeoisie réactionnaire qui a fait son temps, à l'époque de la révolution socialiste, c'est déformer cyniquement la pensée de Marx et substituer au point de vue socialiste le point de vue bourgeois.

LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE

Les socialistes du monde entier ont déclaré solennellement en 1912, à Bâle, qu'ils considéraient la future guerre européenne comme une entreprise «criminelle» et ultra-réactionnaire de *tous* les gouvernements, qui devait précipiter la chute du capitalisme en provoquant inévitablement la révolution contre ce dernier. La guerre est venue, la crise a éclaté. Au lieu de la tactique révolutionnaire, la majorité des partis social-démocrates ont appliqué une tactique réactionnaire et se sont rangés du côté de leurs gouvernements et de leur bourgeoisie. Cette trahison à l'égard du socialisme marque la faillite de la II^e Internationale (1889-1914), et nous devons voir clairement ce qui a déterminé cette faillite, ce qui a engendré le social-chauvinisme et ce qui lui a donné sa vigueur.

LE SOCIAL-CHAUVINISME, DERNIER MOT DE L'OPPORTUNISME

Durant toute l'existence de la II^e Internationale, une lutte s'est poursuivie à l'intérieur de tous les partis social-démocrates entre l'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste. Dans plusieurs pays, il y a eu scission sur ce point (Angleterre, Italie, Hollande, Bulgarie).

Aucun marxiste ne doutait que l'opportunisme fût l'expression de la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, l'expression des intérêts de la petite bourgeoisie et de l'alliance avec «leur» bourgeoisie d'une partie minime d'ouvriers embourgeoisés contre les intérêts de la masse des prolétaires, de la masse des opprimés.

Les conditions objectives de la fin du XIX^e siècle renforçaient tout particulièrement l'opportunisme, l'utilisation de la légalité bourgeoise étant transformée de ce fait en servilité à son égard ; elles créaient une mince couche bureaucratique et aristocratique de la classe ouvrière, et attiraient dans les rangs des partis social-démocrates nombre de «compagnons de route» petits-bourgeois.

La guerre a accéléré ce développement, transformé l'opportunisme en social-chauvinisme, et l'alliance tacite des opportunistes avec la bourgeoisie, en une alliance ouverte. En outre, les autorités militaires ont décrété partout la loi martiale et muselé la masse ouvrière, dont les anciens chefs sont passés, à peu près en bloc, du côté de la bourgeoisie.

La base économique de l'opportunisme est la même que celle du social-chauvinisme : les intérêts d'une mince couche d'ouvriers privilégiés et de la petite bourgeoisie, qui défendent leur situation privilégiée, leur «droit» aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par «leur» bourgeoisie nationale, grâce aux avantages attachés à la situation de grande puissance, etc.

Le contenu politique et idéologique de l'opportunisme est le même que celui du social-chauvinisme: remplacement de la lutte des classes par leur collaboration, renonciation aux moyens révolutionnaires de lutte, soutien de «son» gouvernement en difficultés au lieu d'une utilisation de ces difficultés pour la révolution. Si l'on considère tous les pays européens dans leur ensemble, sans s'arrêter à telles ou telles personnalités (quel que soit leur prestige), on constatera que c'est bien le *courant* opportuniste qui est devenu le principal rempart du social-chauvinisme, et que du camp des révolutionnaires s'élève presque partout une protestation plus ou moins conséquente contre ce courant. Et si l'on considère, par exemple, le groupement des tendances au Congrès socialiste international de Stuttgart, en 1907, on constatera que le marxisme international était contre l'impérialisme, tandis que, dès cette époque, l'opportunisme international le soutenait.

L'UNITE AVEC LES OPPORTUNISTES, C'EST L'ALLIANCE DES OUVRIERS AVEC «LEUR» BOURGEOISIE NATIONALE ET LA SCISSION DE LA CLASSE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALE

Autrefois, avant la guerre, l'opportunisme était souvent considéré comme une «déviation», une «position extrême», mais on lui reconnaissait néanmoins le droit d'être partie intégrante du parti social-démocrate. La guerre a montré que c'est désormais chose impossible. L'opportunisme s'est pleinement «épanoui», il a joué jusqu'au bout son rôle d'émissaire de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. L'unité avec les opportunistes est devenue un tissu d'hypocrisies, dont nous voyons un exemple dans le Parti social-démocrate allemand. Dans toutes les grandes occasions (par exemple, lors du vote du 4 août), les opportunistes présentent leur ultimatum et l'imposent en mettant en jeu leurs nombreuses relations avec la bourgeoisie, leur majorité dans les directions des syndicats, etc. *L'unité* avec les opportunistes, n'étant rien d'autre que la *scission* du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque *en fait*, aujourd'hui, la subordination de la classe ouvrière à «sa» bourgeoisie nationale, l'alliance avec celle-ci en vue d'opprimer d'autres nations et de lutter pour les privilèges des grandes puissances.

Si dure que soit, en certains cas, la lutte contre les opportunistes qui règnent dans maintes organisations, quelque forme particulière que prenne, dans certains pays, le processus d'épuration des partis ouvriers se débarrassant des opportunistes, ce processus est inévitable et fécond. Le socialisme réformiste agonise ; le socialisme renaissant «sera révolutionnaire, intransigeant, insurrectionnel», selon l'expression si juste du socialiste français Paul Golay.

LE «KAUTSKISME»

Kautsky, la plus grande autorité de la II^e Internationale, offre un exemple éminemment typique, notoire, de la façon dont la reconnaissance verbale du marxisme a abouti en fait à le transformer en «strouvisme» ou en «brentanisme»³. Nous en avons un autre exemple avec Plékhanov. A l'aide de sophismes manifestes, on vide le marxisme de son âme vivante, révolutionnaire. On admet *tout* dans le marxisme, *excepté* les moyens révolutionnaires de lutte, la propagande en leur faveur et la préparation de leur mise en œuvre, l'éducation des masses dans ce sens. Au mépris de tout principe, Kautsky «concilie» la pensée fondamentale du social-chauvinisme, l'acceptation de la défense de la patrie dans la guerre actuelle, avec des concessions diplomatiques et ostentatoires aux gauches, telles que l'abstention lors du vote des crédits, la prise de position verbale en faveur de l'opposition, etc. Kautsky, qui écrivit en 1909 tout un livre sur l'imminence d'une époque de révolutions et sur le lien entre la guerre et la révolution, Kautsky, qui signa en 1912 le Manifeste de Bâle sur l'utilisation révolutionnaire de la guerre de demain, s'évertue aujourd'hui à justifier et à farder le social-chauvinisme, et se joint comme Plékhanov à la bourgeoisie pour railler toute idée de révolution, toute initiative allant dans le sens d'une lutte révolutionnaire directe.

La classe ouvrière ne peut jouer son rôle révolutionnaire mondial sans mener une lutte implacable contre ce reniement, cette veulerie, cette servilité à l'égard de l'opportunisme et cet incroyable avilissement de la théorie marxiste. Le kautskisme n'est pas un effet du hasard, c'est le produit social des contradictions de la II^e Internationale, de la fidélité en paroles au marxisme alliée à la soumission de fait à l'opportunisme.

Ce mensonge majeur du «kautskisme» se manifeste sous des formes diverses dans les différents pays. En Hollande, Roland-Holst, tout en repoussant l'idée de la défense de la patrie, plaide pour l'unité avec le parti des opportunistes. Trotski, en Russie, repoussant également cette idée, plaide aussi pour l'unité avec le groupe opportuniste et chauvin de «Nacha Zaria». Rakovski, en Roumanie, tout en déclarant la guerre à l'opportunisme, qu'il rend responsable de la faillite de l'Internationale, est prêt cependant à admettre l'idée de la défense de la patrie. Ce sont là des manifestations du mal que les marxistes hollandais (Gorter, Pannekoek) ont appelé le «radicalisme passif», et qui vise à substituer au marxisme révolutionnaire l'éclectisme en théorie, et la servilité ou l'impuissance devant l'opportunisme dans la pratique.

LE MOT D'ORDRE DES MARXISTES EST CELUI DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE

La guerre a, sans conteste, engendré une crise extraordinairement violente et aggravé à l'extrême la misère des masses. Le caractère réactionnaire de cette guerre, le mensonge éhonté de la bourgeoisie de *tous* les pays, qui dissimule ses visées de brigandage sous le manteau de l'idéologie «nationale», suscitent nécessairement, dans la situation révolutionnaire qui existe objectivement, des tendances révolutionnaires au sein des masses. Notre devoir est d'aider à prendre conscience de ces tendances, de les approfondir et de leur donner corps. Seul le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile exprime correctement cette tâche, et *toute* lutte de classes conséquente pendant la guerre, toute tactique sérieusement appliquée d'«actions de masse» y mène inévitablement. On ne peut savoir si c'est à l'occasion de la première ou d'une seconde guerre impérialiste des grandes puissances, si c'est pendant ou après cette guerre, qu'éclatera un puissant mouvement révolutionnaire. Mais, de toute façon, notre devoir impérieux est de travailler méthodiquement et sans relâche dans cette voie.

Le Manifeste de Bâle invoque sans détours l'exemple de la Commune de Paris, c'est-à-dire la transformation d'une guerre de gouvernements en guerre civile. Il y a un demi-siècle, le prolétariat était trop faible, les conditions objectives du socialisme n'étaient pas encore venues à maturité, il ne pouvait y avoir ni coordination ni coopération des mouvements révolutionnaires dans tous les pays belligérants ; l'engouement d'une partie des ouvriers parisiens pour l'«idéologie nationale» (la tradition

de 1792) attestait de leur part une défaillance petite-bourgeoise, que Marx avait signalée en son temps et qui fut une des causes de l'échec de la Commune. Un demi-siècle plus tard, les conditions qui affaiblissaient la révolution d'alors ont disparu, et à l'heure actuelle il est impardonnable pour un socialiste de renoncer à agir, très précisément, dans l'esprit des communards parisiens.

L'EXEMPLE DE LA FRATERNISATION DANS LES TRANCHEES

Les journaux bourgeois de tous les pays belligérants ont cité des exemples de fraternisation entre soldats même dans les tranchées. Et les décrets draconiens promulgués par les autorités militaires (Allemagne, Angleterre) contre cette fraternisation ont démontré que les gouvernements et la bourgeoisie y attachaient une sérieuse importance. Si des cas de fraternisation ont pu se produire, malgré la domination totale de l'opportunisme à la direction des partis social-démocrates d'Europe occidentale, et alors que le social-chauvinisme est soutenu par toute la presse social-démocrate, par toutes les autorités de la II^e Internationale, cela nous montre à quel point il serait possible d'abrégier la durée de la guerre criminelle, réactionnaire et esclavagiste d'aujourd'hui et d'organiser le mouvement international révolutionnaire, si un travail systématique était effectué dans ce sens, ne serait-ce que par les socialistes de gauche de tous les pays belligérants.

L'IMPORTANCE DE L'ORGANISATION ILLEGALE

Les anarchistes les plus marquants du monde entier se sont déshonorés tout autant que les opportunistes par le social-chauvinisme (dans l'esprit de Plékhanov et de Kautsky) dont ils ont fait preuve au cours de cette guerre. Un des résultats utiles de ce conflit sera sans doute qu'il tuera à la fois l'opportunisme et l'anarchisme.

Sans renoncer en aucun cas et sous aucun prétexte à utiliser la plus minime possibilité légale pour organiser les masses et propager le socialisme, les partis social-démocrates doivent rompre avec toute attitude servile devant la légalité. «Tirez les premiers, Messieurs les bourgeois»⁴, écrivait Engels, en faisant précisément allusion à la guerre civile et à la nécessité pour nous de violer la légalité *après* que celle-ci l'aura été par la bourgeoisie. La crise a montré que la bourgeoisie enfreint la légalité dans tous les pays même les plus libres, et qu'il est impossible de conduire les masses à la révolution sans constituer une organisation clandestine pour préconiser, discuter, apprécier et préparer les moyens de lutte révolutionnaires. En Allemagne, par exemple, tout ce que les socialistes font *d'honnête* se fait contre le vil opportunisme et l'hypocrite «kautskisme», et cela, précisément, dans l'illégalité. En Angleterre, on est passible du bague pour l'impression d'appels invitant à refuser le service militaire.

Considérer comme compatible avec l'appartenance au Parti social-démocrate la répudiation des procédés clandestins de propagande et les railler dans la presse légale, c'est trahir le socialisme.

DE LA DEFAITE DE «SON PROPRE» GOUVERNEMENT DANS LA GUERRE IMPERIALISTE

Les partisans de la victoire de leur gouvernement dans la guerre actuelle, de même que les partisans du mot d'ordre : «Ni victoire ni défaite», adoptent les uns et les autres le point de vue du social-chauvinisme. Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement ; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser.

Seul le bourgeois qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre gouvernements, et qui le désire, trouve «ridicule» ou «absurde» l'idée que les socialistes de *tous* les pays belligérants doivent affirmer qu'ils veulent la défaite de *tous* les gouvernements, de «leurs» gouvernements. Par contre, une telle position correspondrait exactement à la pensée secrète de tout ouvrier conscient et s'inscrirait dans le cadre de notre activité visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Il est hors de doute que l'important travail d'agitation contre la guerre effectué par une partie des socialistes anglais, allemands et russes «affaiblissait la puissance militaire» de leurs gouvernements respectifs, mais cette agitation faisait honneur aux socialistes. Ceux-ci doivent expliquer aux masses qu'il n'est point de salut pour elles hors du renversement révolutionnaire de «leurs» gouvernements respectifs, et que les difficultés rencontrées par ces gouvernements dans la guerre actuelle doivent être exploitées précisément à cette fin.

DU PACIFISME ET DU MOT D'ORDRE DE LA PAIX

L'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre.

Tirer profit de cet état d'esprit est le devoir de tous les social-démocrates. Ils participeront très activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes. Tromper ainsi le peuple ne ferait que porter de l'eau au moulin de la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et de leurs plans contre-révolutionnaires. Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie.

DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

La mystification du peuple la plus largement pratiquée par la bourgeoisie dans cette guerre est le camouflage de ses buts de brigandage derrière l'idée de la «libération nationale». Les Anglais promettent la liberté à la Belgique ; les Allemands à la Pologne, etc. En réalité, comme nous l'avons vu, c'est une guerre entre les oppresseurs de la majorité des nations du monde pour consolider et étendre cette oppression.

Les socialistes ne peuvent atteindre leur grand objectif sans lutter contre tout asservissement des nations. Aussi doivent-ils exiger absolument que les partis social-démocrates des pays *oppressés* (des «grandes» puissances, notamment) reconnaissent et défendent le droit des nations *opprimées* à disposer d'elles-mêmes, et cela au sens politique du mot, c'est-à-dire le droit à la séparation politique. Le socialiste appartenant à une nation dominante ou à une nation possédant des colonies, et qui ne défendrait pas ce droit, serait un chauvin.

La défense de ce droit, loin d'encourager la formation de petits Etats, conduit au contraire à la formation plus libre, plus sûre et, par suite, plus large et plus généralisée de grands Etats et de fédérations entre Etats, ce qui est plus avantageux pour les masses et correspond mieux au développement économique.

Les socialistes des nations *opprimées*, pour leur part, doivent lutter sans réserve pour l'unité complète (y compris sur le plan de l'organisation) des *ouvriers* des nationalités opprimées et oppressives. L'idée d'une séparation juridique des nations (ce qu'on appelle l'«autonomie nationale culturelle» de Bauer et Renner) est une idée réactionnaire.

L'époque de l'impérialisme est celle de l'oppression croissante des nations du monde entier par une poignée de «grandes» puissances ; aussi la lutte pour la révolution internationale socialiste contre l'impérialisme est-elle impossible sans la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. «Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre» (Marx et Engels). Ne peut être socialiste un prolétariat qui admet la moindre violence exercée par «sa» nation à l'encontre d'autres nations.

CHAPITRE II - LES CLASSES ET LES PARTIS EN RUSSIE

LA BOURGEOISIE ET LA GUERRE

Il y a un domaine où le gouvernement russe ne s'est pas laissé distancer par ses confrères européens : tout comme eux, il a su duper «son» peuple dans des proportions grandioses. Un immense, un monstrueux appareil de mensonge et de manœuvres savantes a été mis en jeu également en Russie pour inoculer aux masses le chauvinisme et leur donner l'impression que le gouvernement tsariste mène une guerre «juste», qu'il défend avec désintéressement ses «frères slaves», etc.

La classe des propriétaires fonciers et la couche supérieure de la bourgeoisie industrielle et commerciale ont soutenu avec ardeur la politique belliciste du gouvernement du tsar. Elles attendent avec juste raison d'immenses profits matériels et privilèges du partage de l'héritage turc et autrichien. Nombreux sont leurs congrès qui supputent déjà les bénéfices dont s'empliraient leurs poches en cas de victoire de l'armée tsariste. En outre, les réactionnaires comprennent fort bien que si quelque chose est encore capable d'ajourner la chute de la monarchie des Romanov et de retarder l'avènement d'une nouvelle révolution en Russie, ce ne peut être qu'une guerre extérieure victorieuse pour le tsar.

De larges couches de la bourgeoisie «moyenne» des villes, des intellectuels bourgeois, des représentants des professions libérales, etc. ont également été contaminées, tout au moins au début de la guerre, par le chauvinisme. Le parti de la bourgeoisie libérale russe — les cadets — a soutenu entièrement et sans réserve le gouvernement du tsar.

En matière de politique étrangère, les cadets sont depuis longtemps un parti gouvernemental. Le panslavisme, au moyen duquel la diplomatie tsariste a plus d'une fois perpétré ses grandioses fourberies politiques, est devenu l'idéologie officielle des cadets. Le libéralisme russe a dégénéré en *national-libéralisme*. Il rivalise de «patriotisme» avec les Cent-Noirs, vote toujours volontiers pour le renforcement de l'armée, de la marine de guerre, etc. On observe dans le camp du libéralisme russe à peu près le même phénomène qu'entre 1870 et 1880 en Allemagne, quand le libéralisme «libre penseur» s'est désagrégé et a donné naissance au parti national-libéral.

La bourgeoisie libérale russe s'est définitivement engagée dans la voie de la contre-révolution. Le point de vue du P.O.S.D.R. dans cette question s'est entièrement confirmé. La conception de nos opportunistes selon laquelle le libéralisme russe serait encore la force motrice de la révolution en Russie a été battue en brèche par la vie.

La clique dirigeante a également réussi, avec le concours de la presse bourgeoise, du clergé, etc., à susciter un état d'esprit chauvin parmi la paysannerie. Mais à mesure que les soldats rentreront des champs de carnage, l'état d'esprit à la campagne se modifiera certainement dans un sens hostile à la monarchie tsariste. Les partis démocrates bourgeois qui touchent de près à la paysannerie n'ont pas résisté à la vague de chauvinisme. Le parti des troudiviks a refusé, à la Douma d'Etat, de voter les crédits militaires. Mais, par la bouche de son chef Kérénski, il a donné lecture d'une déclaration «patriotique» qui faisait parfaitement le jeu de la monarchie.

Toute la presse légale des «populistes» a, dans les grandes lignes, emboîté le pas aux libéraux. Même l'aile gauche de la démocratie bourgeoise, le Parti dit socialiste-révolutionnaire, affilié au Bureau socialiste international, a suivi le même courant. Les interventions du représentant de ce Parti au B. S. L., M. Roubanovitch, sont celles d'un social-chauvin avéré. La moitié des délégués de ce Parti à la Conférence des Socialistes de l'«Entente» à Londres a voté la résolution chauvine (pendant que l'autre moitié s'abstenait). Dans la presse illégale des socialistes-révolutionnaires (le journal *Novosti*, etc.), ce sont les chauvins qui prédominent. Les révolutionnaires «issus d'un milieu bourgeois», c'est-à-dire les révolutionnaires bourgeois qui ne sont pas liés à la classe ouvrière, ont essuyé une cuisante défaite dans cette guerre. Le triste sort de Kropotkine, Bourtsév et Roubanovitch est extrêmement significatif.

LA CLASSE OUVRIERE ET LA GUERRE

Le prolétariat est la seule classe, en Russie, à laquelle on ne soit pas parvenu à inoculer le virus du chauvinisme. Les quelques excès du début de la guerre n'ont affecté que les couches les plus arriérées des ouvriers.

La participation des ouvriers aux scandaleuses manifestations de Moscou contre les Allemands a été fortement exagérée. D'une façon générale, la classe ouvrière de Russie s'est révélée immunisée contre le chauvinisme.

Cela s'explique par la situation révolutionnaire dans le pays et les conditions générales d'existence du prolétariat de Russie.

Les années 1912-1914 ont marqué le début d'un nouvel et prodigieux essor révolutionnaire en Russie. Nous avons de nouveau assisté à un vaste mouvement de grève, sans précédent dans le monde. La grève révolutionnaire de masse a englobé en 1913, selon les estimations les plus modestes, un million et demi de participants ; en 1914, elle en comptait plus de 2 millions et se rapprochait du niveau de 1905. A la veille de la guerre, à Pétersbourg, on en était déjà aux premiers combats de barricades.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parti illégal, a rempli son devoir vis-à-vis de l'Internationale. Le drapeau de l'internationalisme n'a pas tremblé dans ses mains. Notre Parti a depuis longtemps rompu sur le terrain de l'organisation avec les groupes et les éléments opportunistes. Il n'avait pas à traîner derrière lui le boulet de l'opportunisme et de la «légalité à tout prix». Et c'est ce qui lui a permis de remplir son devoir révolutionnaire, de même que la scission avec le parti opportuniste de Bissolati a aidé les camarades italiens.

La situation d'ensemble dans notre pays est défavorable à l'épanouissement de l'opportunisme «socialiste» au sein des masses ouvrières. Nous avons en Russie, parmi les intellectuels, dans la petite bourgeoisie, etc., bien des nuances de l'opportunisme et du réformisme ; mais ils ne comptent qu'une minorité infime d'adeptes dans les couches ouvrières politiquement actives.

La catégorie des ouvriers et des employés privilégiés est très peu nombreuse. Le fétichisme de la légalité ne pouvait naître parmi nous. Les liquidateurs (le parti des opportunistes, dirigé par Axelrod, Potressov, Tchérévanine, Maslov, etc.) ne jouissaient avant la guerre d'aucun appui sérieux dans les masses ouvrières. A la IV^e Douma d'Etat, les six députés ouvriers étaient *tous* adversaires du courant liquidateur.

Le tirage de la presse ouvrière légale à Pétrograd et à Moscou et les résultats des souscriptions ont montré irréfutablement que les quatre cinquièmes des ouvriers conscients sont hostiles à l'opportunisme et au courant liquidateur.

Dès le début de la guerre, le gouvernement tsariste fit arrêter et déporter des milliers et des milliers d'ouvriers avancés, membres de notre P.O.S.D.R. illégal, ce qui, à côté de la proclamation de la loi martiale dans le pays, de l'interdiction de nos journaux, etc., eut pour effet de retarder le mouvement. Mais notre Parti n'en poursuit pas moins son action révolutionnaire clandestine. A Pétrograd, le comité de notre Parti fait paraître un journal illégal, le *Prolétarski Goloss*.⁶

Les articles de l'organe central *Le Social-Démocrate*, publié à l'étranger, sont réimprimés à Pétrograd et expédiés en province. On fait paraître des tracts illégaux, diffusés jusque dans les casernes. Hors de la ville, dans divers coins retirés, se tiennent des réunions ouvrières illégales. Ces derniers temps, on a vu éclater à Pétrograd d'importantes grèves de métallurgistes. A l'occasion de ces grèves, notre Comité de Pétrograd a lancé plusieurs appels adressés aux ouvriers.

LA FRACTION OUVRIERE SOCIAL-DEMOCRATE DE RUSSIE A LA DOUMA D'ETAT ET LA GUERRE

En 1913, une scission se fit parmi les députés social-démocrates à la Douma d'Etat. D'un côté se trouvèrent sept partisans de l'opportunisme, dirigés par Tchkhéidzé, qui avaient été élus par sept provinces non prolétariennes, comptant 214 000 ouvriers. De l'autre, six députés, *tous* de la curie ouvrière, qui étaient les élus des centres les plus industriels de la Russie, comptant 1 008 000 ouvriers.

Le principal sujet de désaccord était: tactique du marxisme révolutionnaire *ou* tactique du réformisme opportuniste. Pratiquement, le désaccord s'affirmait surtout dans le domaine de l'activité extra-parlementaire parmi les masses. Cette activité devait être menée en Russie illégalement si ses promoteurs voulaient rester sur le terrain révolutionnaire. La fraction Tchkhéidzé demeurait l'alliée la plus fidèle des liquidateurs, qui désavouaient le travail clandestin ; elle les défendait parmi les ouvriers, à toutes les réunions. D'où la scission. Les six députés formèrent la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie. Une année de travail montre irréfutablement qu'elle ralliait autour d'elle l'immense majorité des ouvriers russes.

Au début de la guerre, le désaccord devint manifeste. La fraction Tchkhéidzé se réfugia sur le terrain strictement parlementaire. Elle ne vota pas les crédits, car autrement elle aurait provoqué contre elle une tempête d'indignation chez les ouvriers. (Nous avons vu qu'en Russie, même les troudiviks petits-bourgeois n'ont pas voté les crédits.) Mais elle n'éleva pas non plus de protestation contre le social-chauvinisme.

La Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, qui exprimait la ligne politique de notre Parti, se comporta autrement. Elle porta la protestation contre la guerre au plus profond de la classe ouvrière, elle fit de la propagande contre l'impérialisme au sein des masses prolétariennes russes.

Et elle fut accueillie avec une très grande sympathie par les ouvriers, ce qui eut pour effet d'effrayer le gouvernement et de l'obliger, en violation évidente de ses propres lois, à faire arrêter nos camarades députés qui furent condamnés à la déportation à vie en Sibérie. Dès son premier communiqué officiel relatif à l'arrestation de nos camarades, le gouvernement tsariste annonçait :

«Certains membres des sociétés social-démocrates, qui se sont assigné comme but d'ébranler la puissance militaire de la Russie en faisant de l'agitation contre la guerre au moyen de proclamations clandestines et d'une propagande orale, ont pris à cet égard une position toute particulière.»

Lorsque parut l'appel bien connu de Vandervelde invitant à suspendre «momentanément» la lutte contre le tsarisme, — il ressort maintenant des témoignages du prince Koudachev, ministre du tsar en Belgique, que Vandervelde n'a pas rédigé cet appel tout seul, mais en collaboration avec ledit ministre du tsar, — *seul* notre Parti, représenté par son Comité central, y répondit par la négative. Le centre dirigeant des liquidateurs accepta la proposition de Vandervelde et déclara officiellement dans la presse que, «dans son activité, *il ne s'opposait pas à la guerre*».

Le gouvernement tsariste accusa avant tout nos camarades députés d'avoir propagé parmi les ouvriers notre réponse négative à Vandervelde.

Au procès, le procureur tsariste, M. Nénarokomov, cita en exemple à nos camarades les socialistes allemands et français. «Les social-démocrates allemands, a-t-il dit, ont voté les crédits militaires et se sont montrés les amis du gouvernement. Ainsi ont agi les social-démocrates d'Allemagne, tandis que les tristes paladins de la social-démocratie russe en ont décidé autrement... Les socialistes de Belgique et de France ont tous comme un seul homme oublié leurs dissensions avec les autres classes, oublié les différends de parti et se sont rendus sans hésitation sous les drapeaux.» Tandis que les membres de la

Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, exécutant les directives du Comité central du Parti, agissent tout autrement...

Le procès évoqua en un tableau saisissant le vaste travail illégal d'agitation contre la guerre déployé par notre Parti au sein des masses prolétariennes. Le tribunal tsariste ne réussit certes pas, bien loin de là, à «déceler» toute l'activité de nos camarades dans ce domaine. Mais ce qui avait été décelé suffit à prouver l'importance du travail accompli en un bref laps de temps, en quelques mois.

Au cours du procès, lecture fut donnée des proclamations de nos groupes et comités contre la guerre et pour une tactique internationaliste. Les ouvriers conscients de tout le pays étaient en liaison avec les membres de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, qui s'efforçait, dans la mesure de ses moyens, de les aider à porter un jugement sur la guerre du point de vue du marxisme.

Le camarade Mouranov, député des ouvriers de la province de Kharkov, a déclaré devant le tribunal : «Conscient de ne pas avoir été envoyé par le peuple à la Douma d'Etat pour rester vissé à mon fauteuil de député, je me rendais en province pour connaître l'état d'esprit de la classe ouvrière.» Il a reconnu aussi, au cours du procès, avoir assumé les fonctions d'agitateur illégal de notre Parti, avoir organisé dans l'Oural un comité ouvrier à l'usine de Verkh-Issetski, et ailleurs. Le procès a montré qu'après le début de la guerre les membres de la Fraction avaient fait le tour de presque toute la Russie aux fins de propagande ; que Mouranov, Pétrovski, Badaïev, etc., avaient organisé de nombreuses réunions ouvrières au cours desquelles étaient adoptées des résolutions contre la guerre, etc.

Le gouvernement tsariste menaçait les inculpés de la peine de mort. Ce qui fait qu'au cours même du procès tous ne se sont pas montrés aussi courageux que le camarade Mouranov. Ils se sont attachés à compliquer la tâche des procureurs tsaristes qui cherchaient à obtenir leur condamnation. C'est ce dont profitent indignement aujourd'hui les social-chauvins russes pour estomper le fond de la question : De quel parlementarisme la classe ouvrière a-t-elle besoin ?

Le parlementarisme est reconnu par Südekum et par Heine, par Sembat et par Vaillant, par Bissolati et par Mussolini, par Tchkhéidzé et par Plékhanov. Le parlementarisme est également reconnu par nos camarades de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, de même que par les camarades bulgares et italiens qui ont rompu avec les chauvins. Il y a parlementarisme et parlementarisme. Les uns utilisent la tribune parlementaire pour se faire bien voir de leurs gouvernements ou, en mettant les choses au mieux, pour tirer leur épingle du jeu, comme la fraction Tchkhéidzé. D'autres mettent à profit le parlementarisme pour rester des révolutionnaires jusqu'au bout, pour remplir leur devoir de socialistes et d'internationalistes, si difficiles que soient les circonstances. L'activité parlementaire des uns les conduit à des fauteuils ministériels ; celle des autres les conduit en prison, en déportation, au bagne. Les uns servent la bourgeoisie ; les autres, le prolétariat. Les uns sont des social-impérialistes ; les autres, des marxistes révolutionnaires.

CHAPITRE III - LA RECONSTITUTION DE L'INTERNATIONALE

Comment reconstituer l'Internationale ? Mais, tout d'abord, quelques mots pour dire comment *il ne faut pas* reconstituer l'Internationale.

LA METHODE DES SOCIAL-CHAUVINS ET DU «CENTRE»

Oh, les social-chauvins de tous les pays sont de grands «internationalistes» ! Depuis le début de la guerre, ils sont accablés de soucis pour l'Internationale. D'une part, ils assurent qu'il est «exagéré» de parler d'une *faillite* de l'Internationale. En réalité, il ne s'est rien passé d'extraordinaire. Ecoutez Kautsky : tout simplement, l'Internationale est «un instrument du temps de paix» ; il est bien naturel qu'en temps de guerre cet instrument ne se soit pas montré tout à fait à la hauteur.

D'autre part, les social-chauvins de tous les pays ont trouvé un moyen très simple — et, qui plus est, internationaliste — de s'en tirer. Le moyen n'est pas compliqué : il suffit d'attendre la fin de la guerre ; jusqu'à la cessation de la guerre, les socialistes de chaque pays doivent défendre leur «patrie» et soutenir «leur» gouvernement ; la guerre finie, on «s'amnistiera» les uns les autres, on reconnaîtra que *tout le monde* avait raison, qu'en temps de paix nous vivons comme des frères, mais qu'en temps de guerre, sur la base précise de telles et telles résolutions, nous appelons les ouvriers allemands à exterminer leurs frères français, et inversement.

Kautsky, Plékhanov, Victor Adler et Heine sont tous d'accord là-dessus. Victor Adler écrit que «cette dure époque une fois révolue, notre premier devoir sera de ne pas nous chercher chicane les uns aux autres». Kautsky affirme que, «jusqu'à présent, on n'a entendu nulle part aucun des socialistes sérieux faire de déclaration laissant mal augurer» du sort de l'Internationale. Plékhanov dit qu'il est «désagréable de serrer des mains (de social-démocrates allemands) maculées du sang de victimes innocentes». Mais il offre aussitôt l'«amnistie» : «il serait tout indiqué en l'occurrence, écrit-il, de soumettre le *cœur* à la *raison*. Au nom de sa grande mission, l'Internationale devra tenir compte même des regrets tardifs». Heine, dans les *Sozialistische Monatshefte* [*« Cahiers socialistes mensuels »* — *Note du traducteur.*], qualifie de «courageuse et fière» l'attitude de Vandervelde et la cite en exemple aux gauches allemands.

En un mot, quand la guerre sera finie, nommez une commission composée de Kautsky et de Plékhanov, de Vandervelde et d'Adler, et alors une résolution «unanime» dans l'esprit d'une amnistie mutuelle sera rédigée en un tournemain. La controverse sera heureusement estompée. Au lieu d'aider les ouvriers à voir clair dans ce qui s'est passé, on les trompera au moyen d'une apparente «unité» sur le papier. L'union des social-chauvins et des hypocrites de tous les pays sera baptisée reconstitution de l'Internationale.

Inutile de se le dissimuler : le danger d'une pareille «reconstitution» est très grand. Les social-chauvins de tous les pays y ont tous également intérêt. Aucun d'entre eux ne veut que les masses ouvrières de son pays démêlent par elles-mêmes la question : socialisme *ou* nationalisme. Tous ont également intérêt à dissimuler mutuellement leurs péchés. Aucun ne peut rien proposer d'autre que ce que propose Kautsky, ce virtuose de l'hypocrisie «internationaliste».

Or, l'on ne se rend guère compte de ce danger. Nous avons été témoins, depuis un an que dure la guerre, de bien des tentatives visant à renouer les liens internationaux. Nous ne parlerons pas des conférences de Londres et de Vienne où des chauvins avérés s'étaient réunis pour aider les états-majors généraux et la bourgeoisie de leurs «patries». Nous pensons aux conférences de Lugano et de Copenhague, à la Conférence internationale des Femmes et à la Conférence internationale des Jeunes⁷. Ces assemblées étaient animées des meilleures intentions. Mais elles n'ont absolument pas vu ce danger. Elles n'ont pas arrêté une ligne de combat internationaliste. Elles n'ont pas montré au prolétariat le danger auquel l'expose la méthode social-chauvine de «reconstitution» de l'Internationale. Dans le meilleur des cas, elles se sont bornées à reprendre d'anciennes résolutions, sans indiquer aux ouvriers qu'à défaut d'une lutte contre les social-chauvins, la cause du socialisme est sans espoir. Dans le meilleur des cas, elles n'ont fait que *marquer le pas*.

LA SITUATION AU SEIN DE L'OPPOSITION

Il est hors de doute que la situation au sein de l'opposition social-démocrate allemande présente le plus vif intérêt pour tous les internationalistes. La social-démocratie allemande officielle, qui était le parti le plus fort, le parti dirigeant, au sein de la II^e Internationale, a porté le coup le plus dur à l'organisation internationale des ouvriers. Mais c'est aussi dans la social-démocratie allemande que l'opposition s'est avérée la plus forte. Parmi les grands partis européens, c'est dans la social-démocratie allemande que les camarades demeurés fidèles au drapeau du socialisme ont été les premiers à élever une vigoureuse protestation. C'est avec joie que nous avons lu les revues *Lichtstrahlen* [*« Rayons de Lumière »* — *Note du traducteur.*] et *Die Internationale* [*« L'Internationale »* — *Note du traducteur.*].

C'est avec plus de joie encore que nous avons appris la diffusion en Allemagne de proclamations révolutionnaires illégales, comme, par exemple : «L'ennemi principal se trouve dans notre propre pays.» Cela montrait que l'esprit du socialisme était vivace parmi les ouvriers allemands, qu'il existait encore des hommes, en Allemagne, capables de défendre le marxisme révolutionnaire.

C'est au sein de la social-démocratie allemande que s'est affirmée avec le plus de relief la scission dans le socialisme contemporain. Nous y voyons se manifester très nettement trois tendances : les opportunistes chauvins qui n'ont atteint nulle part autant qu'en Allemagne ce degré de déchéance et de reniement ; le «centre» kautskiste qui s'y est avéré parfaitement impuissant à remplir tout autre rôle que celui de serviteur des opportunistes ; et la gauche qui représente les seuls social-démocrates d'Allemagne.

Ce qui nous intéresse le plus, naturellement, c'est la situation au sein de la gauche allemande. Nous y voyons des camarades qui sont l'espoir de tous les éléments internationalistes.

Quelle est donc cette situation ?

La revue *Die Internationale* avait parfaitement raison lorsqu'elle affirmait que tout, dans la gauche allemande, en est encore au stade de la fermentation, qu'il y aura encore de grands regroupements, qu'il y a dans son sein des éléments, plus résolus et d'autres qui le sont moins.

Nous ne prétendons évidemment pas le moins du monde, nous autres internationalistes russes, nous mêler des affaires intérieures de nos camarades de la gauche allemande. Nous comprenons qu'eux seuls sont pleinement compétents pour fixer leurs méthodes de lutte contre les opportunistes, en tenant compte des circonstances de temps et de lieu. Seulement, nous estimons avoir le droit et le devoir d'exprimer ouvertement notre opinion sur la situation. Nous sommes convaincus que l'éditorialiste de la revue *Die Internationale* avait parfaitement raison lorsqu'il affirmait que le «centre» kautskiste était plus préjudiciable au marxisme que le social-chauvinisme déclaré. Estomper maintenant les divergences, prêcher aux ouvriers sous couleur de marxisme ce que prêche le kautskisme, c'est endormir les ouvriers, c'est être plus nuisible que les Südekum et les Heine, qui posent la question de front et obligent les ouvriers à y voir clair.

La fronde contre les «instances supérieures», que Kautsky et Haase se permettent depuis quelque temps, ne doit induire personne en erreur. Les divergences entre eux et les Scheidemann ne sont pas des divergences de principe. Les uns estiment que Hindenburg et Mackensen ont *déjà* vaincu, et que l'on peut à présent se payer le luxe de protester contre les annexions. Les autres estiment que Hindenburg et Mackensen n'ont pas *encore* vaincu, et que, par suite, il faut «tenir jusqu'au bout». Le kautskisme ne mène contre les «instances supérieures» qu'une lutte de façade à seule fin de dissimuler, après la guerre, aux yeux des ouvriers le débat de principe et d'escamoter la question par une mille et unième résolution ronflante rédigée dans un esprit vaguement «gauchiste», art en lequel les diplomates de la II^e Internationale sont passés maîtres.

On conçoit fort bien que, dans la lutte difficile contre les «instances supérieures», l'opposition allemande doive utiliser aussi cette fronde sans principe du kautskisme. Mais la pierre de touche, pour tout internationaliste, doit demeurer l'attitude négative à l'égard du néo-kautskisme. Seul est un véritable internationaliste celui qui combat le kautskisme, qui comprend que le «centre», *même après* le prétendu tournant de ses chefs, reste, quant aux principes, *l'allié des chauvins et des opportunistes*.

Notre attitude envers les éléments hésitants au sein de l'Internationale, en général, a une importance considérable. Ces éléments — les socialistes de nuance *pacifiste* surtout — existent aussi bien dans les pays neutres que dans certains pays belligérants (par exemple, en Angleterre, le Parti travailliste indépendant). Ils peuvent être nos compagnons de route. Un rapprochement avec eux contre les social-chauvins est indispensable. Mais il ne faut pas oublier que ce sont *seulement* des compagnons de route et que, pour le principal, l'essentiel, lorsqu'il s'agira de reconstituer l'Internationale, ils ne seront pas

avec nous, mais contre nous, qu'ils suivront Kautsky, Scheidemann, Vandervelde, Sembat. Dans les délibérations internationales, on ne peut limiter son programme à ce qui est acceptable pour ces éléments. Sinon, nous serons nous-mêmes prisonniers des pacifistes hésitants. C'est ce qui s'est passé, par exemple, à la Conférence internationale des Femmes à Berne. La délégation allemande, qui partageait le point de vue de la camarade Clara Zetkin, a pratiquement joué à cette Conférence le rôle de «centre». La conférence féminine n'a dit que ce qui était acceptable pour les déléguées du parti hollandais opportuniste de Troelstra et pour les déléguées du Parti travailliste indépendant (I.L.P.), lequel — ne l'oublions pas — a voté pour la résolution de Vandervelde à la conférence des chauvins de l'«Entente» à Londres. Nous respectons hautement l'I.L.P. pour sa lutte courageuse contre le gouvernement anglais pendant la guerre. Mais nous savons que ce Parti ne s'est jamais placé ni ne se place sur le terrain du marxisme. Or, nous estimons que la tâche principale de l'opposition social-démocrate est, à l'heure actuelle, de lever le drapeau du marxisme révolutionnaire, de dire aux ouvriers avec fermeté et précision notre point de vue sur les guerres impérialistes, de lancer le mot d'ordre des actions révolutionnaires de masse, c'est-à-dire de faire de l'époque des guerres impérialistes le début d'une époque de guerres civiles.

Des éléments social-démocrates révolutionnaires existent, en dépit de tout, dans maints pays. Ils existent en Allemagne, en Russie, en Scandinavie (la tendance influente représentée par le camarade Höglund), dans les Balkans (le parti des «tesniaki» bulgares), en Italie, en Angleterre (une fraction du Parti socialiste britannique), en France (Vaillant lui-même a reconnu dans *l'Humanité* avoir reçu des lettres de protestation émanant d'internationalistes, mais il s'est bien gardé d'en publier une seule intégralement), en Hollande (les tribunistes⁸), etc. Cimentier ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme : telle est la tâche de l'heure.

Les délibérations touchant les programmes dits «d'action» se bornaient jusqu'ici à proclamer plus ou moins intégralement un programme de pacifisme pur et simple. Le marxisme n'est pas le pacifisme. Lutter pour la cessation la plus rapide de la guerre est chose indispensable. Mais c'est seulement lorsqu'on appelle à la lutte *révolutionnaire* que la revendication de la «paix» prend un sens prolétarien. Sans une série de révolutions, la paix dite démocratique est une utopie petite-bourgeoise. Le seul véritable programme d'action serait un programme *marxiste* fournissant aux masses une réponse complète et claire sur ce qui s'est passé, une réponse expliquant ce qu'est l'impérialisme et comment il faut le combattre, déclarant ouvertement que la faillite de la II^e Internationale a été amenée par l'opportunisme, et appelant ouvertement à fonder une Internationale marxiste sans les opportunistes et *contre* eux. Seul un tel programme, montrant que nous avons confiance en nous-mêmes et dans le marxisme, et que nous déclarons à l'opportunisme une lutte sans merci, nous assurerait tôt ou tard la sympathie des masses véritablement prolétariennes.

LE PARTI OUVRIER SOCIAL-DEMOCRATE DE RUSSIE ET LA III^e INTERNATIONALE

Le P.O.S.D.R. s'est depuis longtemps séparé de ses opportunistes. A présent, les opportunistes russes sont devenus par-dessus le marché des chauvins. Cela ne fait que nous confirmer dans l'opinion que cette scission était nécessaire dans l'intérêt du socialisme. Nous avons la conviction que les divergences actuelles entre social-démocrates et social-chauvins ne sont nullement moindres qu'elles ne l'étaient entre socialistes et anarchistes, au moment où les social-démocrates se sont séparés de ces derniers. L'opportuniste Monitor a eu raison de dire, dans les *Preussische Jahrbücher* [«Annuaire de Prusse» — *Note du traducteur.*], que l'unité actuelle est avantageuse pour les opportunistes et pour la bourgeoisie, car elle oblige les gauches à se soumettre aux chauvins et empêche les ouvriers de voir clair dans les controverses et de créer un parti bien à eux, réellement ouvrier, réellement socialiste. Nous avons la conviction la plus profonde que, dans l'état actuel des choses, la scission avec les opportunistes et les chauvins est le premier devoir d'un révolutionnaire, de même que la scission avec les jaunes, les antisémites, les syndicats ouvriers libéraux, etc., était nécessaire pour éclairer au plus vite les ouvriers arriérés et les entraîner dans les rangs du Parti social-démocrate.

La III^e Internationale, à notre avis, devrait être fondée précisément sur cette base révolutionnaire. Pour notre Parti, la question de l'opportunité d'une rupture avec les social-chauvins ne se pose pas. Il l'a tranchée une fois pour toutes. Seule existe pour lui la question de savoir si la chose est réalisable dans un proche avenir à l'échelle internationale.

On conçoit parfaitement que, pour fonder une organisation marxiste *internationale*, il faut que la volonté de créer des partis marxistes indépendants existe dans les *différents* pays. L'Allemagne, pays du mouvement ouvrier le plus ancien et le plus puissant, a une importance décisive. Le proche avenir montrera si les conditions sont déjà mûres pour constituer une nouvelle Internationale marxiste. Si oui, notre Parti adhérera avec joie à cette III^e Internationale, épurée de l'opportunisme et du chauvinisme. Sinon, cela voudra dire que cette épuration exige encore une évolution plus ou moins longue. Dans ce cas, notre Parti formera l'opposition extrême au sein de l'ancienne Internationale, jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire.

Nous ne savons ni ne pouvons savoir comment les choses évolueront dans les prochaines années sur le plan international. Mais ce que nous savons à coup sûr, ce dont nous sommes fermement convaincus, c'est que *notre* Parti, dans *notre* pays, au sein de *notre* prolétariat, travaillera inlassablement dans cette direction et, par toute son activité quotidienne, créera une section russe de l'Internationale *marxiste*.

En Russie non plus, il ne manque ni de social-chauvins avérés ni de groupes du «centre». Ces gens lutteront contre la formation d'une Internationale marxiste. Nous savons que Plékhanov se place sur le même terrain de principe que Südekum et que, dès maintenant, il lui tend la main. Nous savons que le «Comité d'organisation» dirigé par Axelrod prêche le kautskisme sur le terrain russe. Sous couleur d'unité de la classe ouvrière, ces gens-là prêchent l'unité avec les opportunistes et, par leur truchement, avec la bourgeoisie. Mais tout ce que nous savons du mouvement ouvrier actuel en Russie nous donne la pleine assurance que le prolétariat conscient de Russie restera, comme par le passé, *avec notre Parti*.

CHAPITRE IV - L'HISTOIRE DE LA SCISSION ET LA SITUATION ACTUELLE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EN RUSSIE

La tactique du P.O.S.D.R. à l'égard de la guerre, que nous avons exposée plus haut, découle nécessairement de trente années de développement de la social-démocratie en Russie. Il est impossible de bien comprendre cette tactique, pas plus que la situation actuelle de la social-démocratie dans notre pays, sans réfléchir à l'histoire de notre Parti. Aussi devons-nous rappeler au lecteur les grandes lignes de cette histoire.

La social-démocratie est née en tant que courant idéologique en 1883, lorsque le groupe «Libération du Travail» exposa méthodiquement pour la première fois, à l'étranger, les conceptions social-démocrates appliquées à la Russie. Jusque vers 1890, la social-démocratie resta un courant d'idées, sans lien avec le mouvement ouvrier de masse en Russie. Après 1890, la poussée sociale, l'effervescence et le mouvement gréviste des ouvriers firent de la social-démocratie une force politique active, indissolublement liée à la lutte (économique aussi bien que politique) de la classe ouvrière. Or, à cette même époque, commence la scission de la social-démocratie en «économistes» et «iskristes».

LES «ECONOMISTES» ET L'ANCIENNE ISKRA (1894-1903)

L'«économisme» fut un courant opportuniste au sein de la social-démocratie russe. Son essence politique se réduisait au programme suivant : «Aux ouvriers, la lutte économique ; aux libéraux, la lutte politique.» Son principal appui théorique était ce qu'on appelait le «marxisme légal» ou «strouvisme», qui «reconnaissait» un «marxisme» complètement vidé de tout esprit révolutionnaire et adapté aux besoins de la bourgeoisie libérale.

Invoquant l'état arriéré de la masse des ouvriers en Russie, et désireux d'«aller avec les masses», les «économistes» limitaient les objectifs et l'ampleur du mouvement ouvrier à la lutte économique et au soutien politique du libéralisme, sans s'assigner des tâches politiques indépendantes, ni aucun objectif révolutionnaire.

L'ancienne *Iskra* (1900-1903) luttait victorieusement contre l'«économisme» au nom des principes de la social-démocratie révolutionnaire. Toute l'élite du prolétariat conscient se rangea aux côtés de *l'Iskra*. A quelques années de la révolution, la social-démocratie présenta un programme hautement conséquent et intransigeant. La lutte des classes et l'action des masses au cours de la révolution de 1905 confirmèrent ce programme. Les «économistes» s'adaptaient au retard des masses. *L'Iskra* forma une avant-garde ouvrière capable de mener les masses en avant. Les arguments actuels des social-chauvins (sur la nécessité de compter avec la masse, sur le caractère progressiste de l'impérialisme, sur les «illusions» des révolutionnaires, etc.) avaient déjà *tous* été formulés par les économistes. La Russie social-démocrate connut il y a vingt ans une révision opportuniste du marxisme à la sauce «strouviste».

LE MENCHEVISME ET LE BOLCHEVISME (1903-1908)

L'époque de la révolution démocratique bourgeoise suscita au sein de la social-démocratie une nouvelle lutte de tendances qui fut le prolongement direct de la précédente. L'«économisme» se mua en «menchévisme». La défense de la tactique révolutionnaire de l'ancienne *Iskra* donna naissance au «bolchévisme».

Dans la période orageuse de 1905-1907, le menchévisme s'affirma comme un courant opportuniste soutenu par les bourgeois libéraux, et qui introduisait les tendances de la bourgeoisie libérale dans le mouvement ouvrier. L'adaptation de la lutte de la classe ouvrière au libéralisme, telle en était l'essence. Au contraire, le bolchévisme assignait comme tâche aux ouvriers social-démocrates d'entraîner la paysannerie démocratique à la lutte révolutionnaire en dépit des flottements et des trahisons du libéralisme. Et les masses ouvrières, ainsi que le reconnurent plus d'une fois les menchéviks eux-mêmes, suivirent pendant la révolution les bolcheviks dans toutes les actions importantes.

La révolution de 1905 vérifia, consolida, approfondit et trempa au combat la tactique social-démocrate révolutionnaire intransigeante en Russie. L'action ouverte des classes et des partis révéla maintes fois la liaison de l'opportunisme social-démocrate (le «menchévisme») avec le libéralisme.

LE MARXISME ET LE COURANT LIQUIDATEUR (1908-1914)

L'époque contre-révolutionnaire mit de nouveau à l'ordre du jour, sous une forme absolument nouvelle, l'alternative : tactique opportuniste ou tactique révolutionnaire de la social-démocratie. Le courant principal du menchévisme, en dépit des protestations formulées par nombre de ses meilleurs représentants, engendra le courant liquidateur, la renonciation à la lutte pour une nouvelle révolution en Russie, l'abandon de l'organisation et de l'action illégales, des railleries méprisantes à l'égard de l'«action clandestine», du mot d'ordre de la république, etc. Le groupe de publicistes légaux de la revue *Nacba Zaria* [«Notre Aurore» — *Note du traducteur.*] (MM. Potressov, Tchérévanine, etc.) constitua un noyau indépendant du vieux Parti social-démocrate, et que la bourgeoisie libérale de Russie, désireuse de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire, soutenait, exaltait et choyait de mille manières.

Ce groupe d'opportunistes fut exclu du Parti à la Conférence du P.O.S.D.R. de janvier 1912, qui reconstitua le Parti malgré la résistance éperdue de toute une série de groupes et groupuscules établis à l'étranger. Pendant plus de deux ans (début de 1912-milieu de 1914) se poursuivit une lutte acharnée entre les deux partis social-démocrates : le Comité central élu en janvier 1912 et le «Comité d'organisation», qui ne reconnaissait pas la Conférence de janvier et voulait reconstituer le Parti d'une manière différente en maintenant l'unité avec le groupe de «Nacha Zaria».

Une âpre bataille se livra entre les deux quotidiens ouvriers (la *Pravda* et le *Louch*⁹ ainsi que leurs successeurs) et entre les deux fractions social-démocrates à la IV^e Douma d'Etat (la «Fraction ouvrière social-démocrate de Russie» des pravdistes ou marxistes, et la «fraction social-démocrate» des liquidateurs avec à sa tête Tchkhéidzé).

En défendant la fidélité aux enseignements révolutionnaires du Parti, en prêtant appui à l'essor du mouvement ouvrier qui s'amorçait à cette époque (surtout après le printemps 1912), en combinant l'organisation légale et illégale, la presse et le travail d'agitation, les «pravdistes» rallièrent autour d'eux l'immense majorité de la classe ouvrière consciente, alors que les liquidateurs, qui agissaient comme force politique uniquement en tant que groupe de «Nacha Zaria», bénéficiaient de l'appui total des éléments bourgeois libéraux.

Les versements ouvertement effectués par les groupes ouvriers aux journaux des deux partis, qui étaient à l'époque le mode de *cotisation* adopté par la social-démocratie russe, compte tenu des conditions du pays (le seul mode qui fût légalement et librement contrôlable par tous), confirmèrent nettement que la source de la force et de l'influence des «pravdistes» (marxistes) était prolétarienne, et que celle des liquidateurs (et de leur «Comité d'organisation») était libérale bourgeoise. Voici de brèves données sur ces versements dont il a été rendu compte en détail dans le livre *Le Marxisme et le courant liquidateur*¹⁰, et en abrégé dans le journal social-démocrate allemand *Leipziger Volkszeitung*¹¹ du 21 juillet 1914.

Nombre et montant des versements effectués aux journaux quotidiens de Pétersbourg, marxistes (pravdistes) et liquidateurs, du 1^{er} janvier au 13 mai 1914 :

	PRAVDISTES		LIQUIDATEURS	
	Nombre de versements	Montant total (roubles)	Nombre de versements	Montant total (roubles)
Provenant des groupes ouvriers	2 873	18 934	671	5 296
Autre provenance	713	2 650	453	6 760

Ainsi, notre Parti groupait en 1914 autour de la tactique social-démocrate révolutionnaire les 4/5 des ouvriers conscients de Russie. Pour toute l'année 1913, le nombre des cotisations versées par les groupes ouvriers s'élevait à 2 181 chez les pravdistes et à 661 chez les liquidateurs. Du 1^{er} janvier 1913 au 13 mai 1914, le montant total est de 5 054 cotisations versées par les groupes ouvriers aux «pravdistes» (c'est-à-dire à notre Parti) et 1332, soit 20,8 %, versées aux liquidateurs.

LE MARXISME ET LE SOCIAL-CHAUVINISME (1914-1915)

La grande guerre européenne de 1914-1915 a permis à tous les social-démocrates européens, y compris les russes, de vérifier leur tactique en fonction d'une crise d'importance mondiale. Le caractère réactionnaire, spoliateur, esclavagiste de la guerre est infiniment plus frappant du côté du tsarisme que du côté des autres gouvernements. Et, malgré cela, le principal groupe de liquidateurs (le seul qui, en dehors du nôtre, exerce, grâce à ses relations avec les libéraux, une influence sérieuse en Russie) a viré au social-chauvinisme! Ayant détenu pendant assez longtemps le monopole de la légalité, ce groupe de «Nacha Zaria» a prêché aux masses la «non-résistance à la guerre», souhaitant la victoire de la Triple (aujourd'hui Quadruple) Entente, accusant l'impérialisme allemand de «péchés démesurés», etc. Plékhanov, qui a fourni depuis 1903 de multiples exemples de son extrême veulerie en politique et de son ralliement aux opportunistes, a accentué encore plus cette prise de position, ce qui lui vaut d'être encensé par toute la presse bourgeoise de Russie. Il s'est abaissé jusqu'à déclarer que la guerre menée par le tsarisme était une guerre juste, et à faire publier dans la presse gouvernementale d'Italie une interview appelant ce pays à entrer dans la guerre !!

Le bien-fondé de notre jugement sur le courant liquidateur et de l'exclusion du principal groupe de liquidateurs de notre Parti a été ainsi parfaitement confirmé. Le programme concret des liquidateurs et la signification concrète de leur tendance ne consistent pas seulement aujourd'hui dans l'opportunisme en général, mais aussi dans la défense des privilèges et prérogatives impérialistes des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie grands-russes. C'est là une tendance *national-libérale* de la politique ouvrière. C'est l'alliance d'une partie des petits bourgeois radicaux et d'une fraction infime d'ouvriers privilégiés avec «leur» bourgeoisie nationale contre la masse du prolétariat.

LA SITUATION ACTUELLE DANS LA SOCIAL-DEMOCRATIE RUSSE

Comme nous l'avons déjà dit, ni les liquidateurs, ni toute une série de groupes à l'étranger (Plékhanov, Alexinski, Trotski, etc.), ni les social-démocrates dits «nationaux» (c'est-à-dire non grands-russes) n'ont reconnu notre Conférence de janvier 1912. Parmi les innombrables injures qu'ils nous ont prodiguées, celle qui nous taxait d'«usurpation» et de «scissionnisme» était la plus fréquente. Nous avons répondu en citant des chiffres exacts et susceptibles d'être vérifiés objectivement, qui prouvaient que notre Parti groupait les 4/5 des ouvriers conscients de Russie. Ce n'est pas mal, si l'on tient compte de toutes les difficultés du travail illégal à une époque de contre-révolution.

Si l'«unité» avait été possible en Russie sur la base de la tactique social-démocrate, sans l'exclusion du groupe de «Nacha Zaria», pourquoi nos nombreux adversaires ne l'ont-ils pas réalisée *au moins entre eux* ? Depuis janvier 1912, il s'est passé pas moins de trois années et demie, et durant cette période nos adversaires n'ont pu créer, malgré tout leur désir, un parti social-démocrate dirigé contre nous. Ce fait est le meilleur argument en faveur de notre Parti.

Toute l'histoire des groupes social-démocrates qui luttent contre notre Parti est celle d'un effondrement et d'une désagrégation. En mars 1912, tous sans exception s'étaient «unis» pour nous accabler d'injures. Mais dès le mois d'août 1912, lorsque se constitua contre nous ce qu'on est convenu d'appeler le «bloc d'août», la désagrégation commença parmi eux. Une partie des groupes se détache. Les autres ne peuvent fonder un parti, ni un Comité central. Ils ne forment qu'un Comité d'organisation «pour la reconstitution de l'unité». Mais, en réalité, ce Comité s'est révélé un paravent précaire du groupe des liquidateurs en Russie. Pendant toute la durée du prodigieux essor du mouvement ouvrier en Russie et des grèves de masse de 1912-1914, le seul groupe de tout le bloc d'août qui agisse dans les masses reste le groupe de «Nacha Zaria», dont les relations libérales constituent la force. Et, au début de 1914, le «bloc d'août» est officiellement abandonné par les social-démocrates lettons (les social-démocrates polonais n'en faisaient pas partie), tandis que Trotski, un des chefs du bloc, en sort officieusement et crée de nouveau un groupe à part. En juillet 1914, à la Conférence de Bruxelles, à laquelle participaient le Comité exécutif du B.S.I., Kautsky et Vandervelde, se constitue contre nous le «bloc de Bruxelles», dont les Lettons ne font pas partie, et dont se détachent aussitôt les social-démocrates polonais, l'opposition. Après le déclenchement de la guerre, ce bloc se désagrège. «Nacha Zaria», Plékhanov, Alexinski et An¹², chef des social-démocrates du Caucase, deviennent des social-chauvins avérés, qui font des vœux pour la défaite de l'Allemagne. Le Comité d'organisation et le Bund prennent la défense des social-chauvins et des principes du social-chauvinisme. La fraction Tchkhéidzé, bien qu'elle ait voté contre les crédits militaires (en Russie, même les démocrates bourgeois, les troudiviks, avaient voté contre), reste le fidèle allié de *Nacha Zaria*. Nos social-chauvins à tous crins, Plékhanov, Alexinski et consorts, sont parfaitement satisfaits de la fraction Tchkhéidzé. Il se fonde à Paris un journal, *Naché Slovo* (autrefois le *Goloss*), avec le concours de Martov et de Trotski notamment qui désirent allier la défense platonique de l'internationalisme à la revendication absolue de l'unité avec *Nacha Zaria*, le Comité d'organisation ou la fraction Tchkhéidzé. Après 250 numéros de ce journal, celui-ci est obligé de reconnaître lui-même sa désagrégation : une partie du Comité de rédaction penche vers notre Parti ; Martov reste fidèle au Comité d'organisation qui blâme publiquement *Naché Slovo* pour son «anarchisme» (de même que les opportunistes en Allemagne, David et consorts, *l'Internationale Korrespondenz*¹³, Legien et consorts accusent le camarade Liebknecht d'anarchisme) ; Trotski déclare rompre avec le Comité d'organisation, mais veut emboîter le pas à la fraction Tchkhéidzé.

Voici le programme et la tactique de la fraction Tchkhéidzé, exposés par un de ses leaders. Dans le numéro 5 du *Sovremenny Mir*¹⁴ de 1915, revue dont l'orientation est celle de Plékhanov et d'Alexinski, Tchkhénkéli écrit : «Dire que la social-démocratie allemande était capable d'empêcher l'entrée en guerre de son pays et qu'elle ne l'a pas fait reviendrait à souhaiter en cachette non seulement qu'elle expire elle-même sur les barricades, mais qu'elle entraîne aussi sa patrie dans la débâcle, ou bien à considérer des objets tout proches à travers le télescope anarchiste.» [S.M. N° 5, 1915, p. 148. Trotski a déclaré récemment qu'il estimait de son devoir de relever le prestige de la fraction Tchkhéidzé au sein de l'Internationale. Il est certain que Tchkhénkéli, de son côté, s'attachera avec la même énergie à relever, au sein de l'Internationale, le prestige de Trotski...]

Ces quelques lignes expriment toute la substance du social-chauvinisme : la justification du principe de la «défense de la patrie» dans la guerre actuelle et les railleries — avec l'assentiment des censeurs militaires — sur la propagande révolutionnaire et la préparation de la révolution. Il ne s'agit pas du tout de savoir si la social-démocratie allemande était capable d'empêcher la guerre, ni si les révolutionnaires peuvent, en général, garantir le succès de la révolution. Le problème est de savoir s'il faut se comporter en socialistes ou «expirer» effectivement dans les bras de la bourgeoisie impérialiste.

LES TACHES DE NOTRE PARTI

La social-démocratie russe est née dans notre pays à la veille de la révolution démocratique bourgeoise (1905), et elle s'est consolidée à l'époque de la révolution et de la contre-révolution. Le retard de la Russie explique l'extrême abondance des courants et des nuances de l'opportunisme petit-bourgeois dans notre pays, tandis que l'influence du marxisme en Europe et la solidité des partis social-démocrates légaux avant la guerre ont fait de nos libéraux exemplaires des quasi-admirateurs de la théorie et de la social-démocratie «raisonnables», «européennes» (non révolutionnaires), «légalistes», «marxistes». La classe ouvrière en Russie ne pouvait constituer son parti autrement que dans une lutte résolue de trente années contre toutes les variétés de l'opportunisme. L'expérience de la guerre mondiale, qui a engendré la faillite honteuse de l'opportunisme européen et affermi l'alliance de nos national-libéraux avec le courant liquidateur social-chauvin, nous confirme encore plus dans la certitude que notre Parti doit continuer à suivre la même voie révolutionnaire conséquente.

Ecrit en juillet-août 1915

Paru au cours de l'automne 1915 en brochure éditée par la rédaction du Social-Démocrate, Genève

Conforme au texte de la brochure

LE PROGRAMME MILITAIRE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE¹⁵

En Hollande, en Scandinavie, en Suisse, parmi les social-démocrates révolutionnaires qui combattent le mensonge social-chauvin de la «défense de la patrie» dans la guerre impérialiste actuelle, des voix se font entendre qui proposent de substituer à l'ancien point du programme minimum social-démocrate : «milice» ou «armement du peuple», un point nouveau intitulé : «désarmement». La *Jugend-Internationale* a institué un débat sur cette question et publié dans son N°3 un éditorial en faveur du désarmement. Dans les thèses récentes de R. Grimm¹⁶, nous trouvons malheureusement aussi une concession à l'idée de «désarmement». Les revues *Neues Leben*¹⁷ et *Vorbote* [«Le Précurseur» — *Note du traducteur.*] ont ouvert une discussion.

Examinons de plus près la position des défenseurs du désarmement.

I

L'argument essentiel revient à dire que la revendication du désarmement est l'expression la plus nette, la plus résolue, la plus conséquente de la lutte contre tout militarisme et contre toute guerre.

Mais c'est dans cet argument essentiel que réside aussi l'erreur essentielle des partisans du désarmement. Des socialistes ne peuvent se déclarer adversaires de n'importe quelle guerre sans cesser d'être des socialistes.

En premier lieu, les socialistes n'ont jamais été et ne peuvent jamais être les adversaires des guerres révolutionnaires. La bourgeoisie des «grandes» puissances impérialistes est devenue archi-réactionnaire ; et la guerre que mène aujourd'hui *cette* bourgeoisie, nous la considérons comme une guerre réactionnaire, esclavagiste et criminelle. Mais que dire d'une guerre dirigée *contre* cette bourgeoisie ? Par exemple, d'une guerre des peuples opprimés par cette bourgeoisie et se trouvant sous sa dépendance, ou d'une guerre des peuples coloniaux pour leur émancipation ? Dans les thèses du groupe «Internationale», au § 5, nous lisons : «En cette époque d'impérialisme déchaîné, aucune guerre nationale n'est plus possible.» C'est évidemment faux.

L'histoire du XX^e siècle, de ce siècle d'«impérialisme déchaîné», est pleine de guerres coloniales. Mais ce que nous, Européens, oppresseurs impérialistes de la plupart des peuples du monde, appelons, avec l'odieux chauvinisme européen qui nous est propre, des «guerres coloniales», ce sont souvent les guerres nationales ou les soulèvements nationaux de ces peuples opprimés. Une des propriétés essentielles de l'impérialisme, c'est justement qu'il accélère le développement du capitalisme dans les pays les plus arriérés, en élargissant et intensifiant du même coup la lutte contre l'oppression nationale. C'est un fait. Et il s'ensuit inévitablement que l'impérialisme doit, dans bien des cas, donner naissance à des guerres nationales. *Junius*, qui défend dans sa brochure les «thèses» mentionnées, dit qu'à l'époque de l'impérialisme toute guerre nationale contre l'une des grandes puissances impérialistes provoque l'intervention d'une autre grande puissance rivale de la première et également impérialiste, et que toute guerre nationale se transforme par conséquent en guerre impérialiste. Mais cet argument est faux lui aussi. Il *peut* en être ainsi, mais ce n'est pas toujours le cas. Nombreuses sont les guerres coloniales qui, entre 1900 et 1914, ont suivi un autre cours. Et il serait tout simplement ridicule d'affirmer qu'après la guerre actuelle, par exemple, si elle aboutit à l'épuisement extrême des pays belligérants, «il ne pourra» être question d'«aucune» guerre nationale progressive, révolutionnaire, menée, disons, par la Chine alliée à l'Inde, à la Perse, au Siam, etc., contre les grandes puissances.

Nier toute possibilité de guerre nationale à l'époque de l'impérialisme est théoriquement faux ; historiquement, c'est une erreur manifeste; pratiquement, c'est du chauvinisme d'Européen : nous qui appartenons à des nations opprimant des centaines de millions d'hommes en Europe, en Afrique, en Asie, etc., nous devons déclarer aux peuples opprimés que leur guerre contre «nos» nations est «impossible» !

En second lieu, les guerres civiles sont aussi des guerres. Quiconque reconnaît la lutte des classes ne peut pas ne pas admettre les guerres civiles qui, dans toute société divisée en classes, sont la continuation, l'extension, l'aggravation naturelles, et dans certaines conditions, inévitables, de la lutte des classes. Toutes les grandes révolutions le confirment.

Ne pas admettre les guerres civiles ou les oublier, ce serait tomber dans un opportunisme extrême et renier la révolution socialiste.

En troisième lieu, la victoire du socialisme dans un seul pays n'exclut nullement, d'emblée, toutes les guerres en général. Au contraire, elle les suppose. Le développement du capitalisme se fait d'une façon extrêmement inégale dans les différents pays. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement sous le régime de la production marchande. D'où cette conclusion inéluctable: le socialisme ne peut triompher simultanément *dans tous* les pays. Il triomphera d'abord dans un seul ou dans plusieurs pays, tandis

que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou pré-bourgeois. Cela donnera nécessairement lieu à des frictions, et incitera en outre directement la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'Etat socialiste. Dès lors, la guerre de notre part serait légitime et juste. Ce serait une guerre pour le socialisme, pour l'émancipation des autres peuples du joug de la bourgeoisie. Engels avait parfaitement raison lorsque, dans sa lettre à Kautsky en date du 12 septembre 1882,¹⁸ il reconnaissait nettement la possibilité de «guerres défensives» du socialisme *déjà vainqueur*. Il pensait précisément à la défense du prolétariat victorieux contre la bourgeoisie des autres pays.

C'est seulement après que nous aurons renversé, définitivement vaincu et exproprié la bourgeoisie dans le monde entier, et non pas simplement dans un seul pays, que les guerres deviendront impossibles. Et, du point de vue scientifique, il serait absolument erroné et absolument antirévolutionnaire d'éluder ou d'estomper ce qui est précisément le plus important : l'écrasement de la résistance de la bourgeoisie, — ce qui est le plus difficile et qui exige la lutte la plus intense lors du *passage* au socialisme. Les prêtres «sociaux» et les opportunistes sont toujours disposés à rêver du socialisme pacifique de l'avenir; mais ce qui les distingue des social-démocrates révolutionnaires, c'est justement qu'ils ne veulent pas songer et réfléchir à la lutte de classe acharnée et aux *guerres* de classe qui sont nécessaires pour réaliser ce magnifique avenir.

Nous ne devons pas nous laisser abuser par des mots. Ainsi, la notion de «défense de la patrie» est odieuse à beaucoup, parce que les opportunistes avérés et les kautskistes s'en servent pour camoufler et estomper le mensonge de la bourgeoisie dans la *présente* guerre de rapine. C'est un fait. Mais il ne s'ensuit pas que nous devons désapprendre à méditer sur la signification des mots d'ordre politiques. Admettre la «défense de la patrie» dans la guerre actuelle, c'est considérer celle-ci comme «juste», comme conforme aux intérêts du prolétariat — un point c'est tout, absolument tout, car aucune guerre n'exclut l'invasion. Il serait tout simplement absurde de rejeter la «défense de la patrie» *en ce qui concerne* les peuples opprimés, dans leur guerre *contre* les grandes puissances impérialistes, ou le prolétariat vainqueur dans *sa* guerre contre quelque Galliffet d'un Etat bourgeois.

Sur le plan théorique, on commettrait une grave erreur en oubliant que toute guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ; la guerre impérialiste actuelle est la continuation de la politique impérialiste de deux groupes de grandes puissances, et cette politique est engendrée et alimentée par l'ensemble des rapports existant à l'époque de l'impérialisme. Mais cette même époque doit aussi, nécessairement, engendrer et alimenter la politique de lutte contre l'oppression nationale et la politique de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie; par conséquent, elle doit rendre possibles et inévitables, premièrement, les insurrections et les guerres nationales révolutionnaires ; deuxièmement, les guerres et les soulèvements du prolétariat *contre* la bourgeoisie ; troisièmement, une fusion de ces deux formes de guerres révolutionnaires, etc.

II

A cela vient s'ajouter la considération d'ordre général que voici :

Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. Car enfin nous ne pouvons pas oublier, à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, que nous vivons dans une société de classes, dont on ne peut sortir autrement que par la lutte de classes. Dans toute société de classes, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée. De nos jours, non seulement l'armée permanente, mais aussi la milice — même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme la Suisse — constituent l'armement de la bourgeoisie *contre* le prolétariat. C'est une vérité tellement élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement. Il n'est que de rappeler l'usage qui est fait de la troupe contre les grévistes, dans tous les pays capitalistes.

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus essentiels de la société capitaliste moderne. Et l'on vient, cela étant, proposer aux social-démocrates révolutionnaires de «revendiquer» le «désarmement» ! Ce serait là renier intégralement le point de vue de la lutte de classe et renoncer à toute idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être : l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire, une tactique qui résulte de toute *l'évolution objective* du militarisme capitaliste et qui est prescrite par cette évolution. C'est seulement *après que* le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il ne manquera pas de le faire, mais *alors seulement, et en aucune façon avant*.

Si la guerre actuelle provoque chez les socialistes chrétiens réactionnaires et les petits bourgeois pleurnichards *uniquement* de l'épouvante et de l'horreur, de la répulsion pour tout emploi des armes, pour le sang, la mort, etc., nous avons le devoir de dire: la société capitaliste a toujours été et demeure en permanence *une horreur sans fin*. Et si maintenant la guerre actuelle, la plus réactionnaire de toutes les guerres, prépare à cette société une *fin pleine d'horreur*, nous n'avons aucune raison de tomber dans le désespoir. Or, objectivement parlant, c'est très exactement se laisser aller au désespoir que de «revendiquer» le désarmement — ou, plus précisément, rêver de désarmement — à une époque où, au vu et au su de tout le monde, la bourgeoisie elle-même prépare la seule guerre véritablement légitime et révolutionnaire, à savoir la guerre civile contre la bourgeoisie impérialiste.

A qui dira que c'est une théorie détachée de la vie, nous rappellerons deux grands faits historiques de portée mondiale : d'une part, le rôle des trusts et du travail des femmes dans les fabriques ; d'autre part, la Commune de Paris de 1871 et l'insurrection de décembre 1905 en Russie.

C'est l'affaire de la bourgeoisie de développer les trusts, de rabattre vers les fabriques les enfants et les femmes, de les y martyriser, de les pervertir, de les vouer au pire dénuement. Nous ne «revendiquons» pas ce genre de développement, nous ne le «soutenons» pas, nous luttons contre lui. Mais *comment* luttons-nous ? Nous savons que les trusts et le travail des femmes dans les fabriques marquent un progrès. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme pré-monopoliste, au travail des femmes à domicile. En avant, à travers les trusts, etc., et au-delà, vers le socialisme !

Ce raisonnement est applicable, en opérant les changements nécessaires, à la militarisation actuelle du peuple. Actuellement, la bourgeoisie impérialiste militarise, non seulement l'ensemble du peuple, mais même la jeunesse. Demain, elle entreprendra peut-être de militariser les femmes. Nous devons dire à ce propos: tant mieux ! Qu'on se hâte ! Plus vite cela se fera, et plus sera proche l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment les social-démocrates pourraient-ils se laisser effrayer par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils n'oubliaient pas l'exemple de la Commune de Paris ? Il ne s'agit pas ici d'une «théorie détachée de la vie», d'un rêve, mais d'un fait. Et ce serait la pire des choses, en vérité, si les social-démocrates, en dépit de tous les faits économiques et politiques, en venaient à douter que l'époque impérialiste et les guerres impérialistes doivent nécessairement amener le retour de pareils faits.

Un observateur bourgeois de la Commune écrivait, en mai 1871, dans un journal anglais : «Si la nation française ne se composait que de femmes, quelle terrible nation ce serait !» Des femmes et des enfants à partir de 13 ans combattirent, pendant la Commune, aux côtés des hommes. Il ne saurait en être autrement dans les combats à venir pour le renversement de la bourgeoisie. Les femmes des prolétaires ne regarderont pas passivement la bourgeoisie bien armée tirer sur les ouvriers mal pourvus ou complètement dépourvus d'armes. Elles prendront le fusil, comme en 1871, et des nations terrorisées d'aujourd'hui — ou plus exactement: du mouvement ouvrier d'aujourd'hui, davantage désorganisé par les opportunistes que par les gouvernements — surgira sans aucun doute, tôt ou tard, mais infailliblement, une alliance internationale de «terribles nations» du prolétariat révolutionnaire.

La militarisation envahit actuellement toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde : il doit donc étendre inévitablement la militarisation à tous les pays, y compris les pays neutres et les petites nations. Comment réagiront les femmes des prolétaires ? Se borneront-elles à maudire toutes les guerres et tout ce qui est militaire, à réclamer le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée vraiment révolutionnaire ne s'accommoderont d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils : «Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant.»

Si l'on se refuse à faire cette propagande, et précisément cette propagande-là, en liaison avec la guerre actuelle, mieux vaut s'abstenir complètement de grandes phrases sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution socialiste, sur la guerre contre la guerre.

III

Les partisans du désarmement se prononcent contre le point du programme relatif à l'«armement du peuple» en affirmant, entre autres raisons, que cette revendication accroîtrait le risque de concessions à l'opportunisme. Nous venons d'examiner l'aspect le plus important de la question : le rapport entre le désarmement, d'une part, et la lutte de classe et la révolution sociale, d'autre part. Voyons maintenant le rapport entre la revendication du désarmement et l'opportunisme. L'une des principales raisons qui militent contre cette revendication, c'est qu'avec les illusions qu'elle engendre, elle affaiblit et débilite fatalement notre lutte contre l'opportunisme.

Cette lutte est, sans aucun doute, la principale question à l'ordre du jour de l'Internationale. Une lutte contre l'impérialisme qui ne serait pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme serait une phrase creuse ou un leurre. L'une des principales lacunes de Zimmerwald et de Kienthal¹⁹, l'une des causes fondamentales du fiasco possible de ces embryons d'une III^e Internationale tient justement au fait que la question de la lutte contre l'opportunisme n'y a même pas été posée ouvertement ; encore moins l'a-t-on résolue dans le sens de la nécessité d'une rupture avec les opportunistes. L'opportunisme a triomphé — pour un temps — au sein du mouvement ouvrier européen. Dans tous les grands pays, il se manifeste sous deux nuances principales : premièrement, le social-impérialisme avoué, cynique et par conséquent moins dangereux, de MM. Plékhanov, Scheidemann, Legien, Albert Thomas, Sembat, Vandervelde, Hyndman, Henderson, etc. Deuxièmement, le social-impérialisme camouflé, kautskiste : Kautsky-Haase et le «Groupe social-démocrate du Travail²⁰» en Allemagne ; Longuet, Pressemane, Mayéras et autres en France ; Ramsay MacDonald et autres leaders du «Parti travailliste indépendant²¹» en Angleterre ; Martov, Tchkhéidzé et autres en Russie ; Treves et autres réformistes dits de gauche en Italie.

L'opportunisme avoué est ouvertement et nettement contre la révolution et contre les mouvements et explosions révolutionnaires qui commencent à se produire; il est directement allié aux gouvernements, si variées que soient les formes de cette alliance, depuis l'entrée dans les cabinets ministériels jusqu'à la participation aux comités des industries de guerre (en Russie)²². Les opportunistes camouflés, les kautskistes, sont beaucoup plus nuisibles et dangereux pour le mouvement ouvrier, parce qu'ils se retranchent, pour défendre leur alliance avec les opportunistes de la première nuance, derrière des arguments spécieux faits de phrases sonores pseudo-«marxistes» et de mots d'ordre pacifistes. La lutte contre ces deux formes de l'opportunisme dominant doit être menée sur *tous* les terrains de la politique prolétarienne: Parlement, syndicats, grèves, domaine militaire, etc. La caractéristique essentielle de ces *deux* formes de l'opportunisme dominant est que la question concrète du *lien entre la guerre actuelle et la révolution, ainsi que les autres questions concrètes de la révolution*, sont passées sous silence, escamotées ou traitées avec la préoccupation de ne pas enfreindre les interdictions policières. Et cela, bien qu'avant la guerre on ait souligné maintes fois, de façon non officielle et officiellement dans le

Manifeste de Bâle²³, le lien existant, très précisément, entre *cette* guerre qui ne faisait alors que s'annoncer et la révolution prolétarienne. Mais la lacune essentielle de la revendication du désarmement, c'est qu'elle élude toutes les questions concrètes de la révolution. A moins que les partisans du désarmement n'envisagent un genre tout nouveau de révolution : la révolution sans armes ? Poursuivons. Nous ne sommes pas le moins du monde des adversaires de la lutte pour des réformes. Nous n'entendons pas ignorer la triste éventualité qui menace le genre humain — en mettant les choses au pire — de connaître une seconde guerre impérialiste si la révolution ne surgit pas de la guerre actuelle, malgré les nombreuses explosions dues à l'effervescence et au mécontentement des masses et en dépit de nos efforts. Nous sommes partisans d'un programme de réformes qui soit dirigé *aussi* contre les opportunistes. Ceux-ci seraient trop heureux de nous voir leur abandonner à eux seuls la lutte pour les réformes, et si nous allions, fuyant la triste réalité, nous réfugier au-delà des nuages, sur les cimes d'un vague «désarmement». Le «désarmement», c'est précisément la fuite devant la déplorable réalité, et nullement un moyen de la combattre.

Dans un tel programme, voici à peu près ce que nous dirions : «Le mot d'ordre et l'acceptation de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste de 1914-1916 n'est qu'une corruption du mouvement ouvrier par un mensonge bourgeois.» Cette réponse concrète à des questions concrètes serait, au point de vue théorique, plus juste, beaucoup plus utile pour le prolétariat et plus intolérable pour les opportunistes que la revendication du désarmement et la répudiation de «toute» défense de la patrie. Et nous pourrions ajouter : «La bourgeoisie de toutes les grandes puissances impérialistes : Angleterre, France, Allemagne, Autriche, Russie, Italie, Japon, Etats-Unis, est devenue tellement réactionnaire, elle est tellement animée du désir de dominer le monde que *toute* guerre de la part de la *bourgeoisie* de ces pays ne peut être que réactionnaire. Le prolétariat ne doit pas seulement être opposé à toute guerre de ce genre, il doit encore souhaiter la défaite de (son) gouvernement dans ces guerres et la mettre à profit pour déclencher une insurrection révolutionnaire si l'insurrection en vue d'empêcher la guerre n'a pas réussi.»

A propos de la milice, nous devrions dire: nous ne sommes pas pour la milice bourgeoise, mais seulement pour une milice prolétarienne. Par conséquent, «pas un sou et pas un homme», non seulement pour l'armée permanente, mais aussi pour la milice bourgeoise, même dans des pays tels que les Etats-Unis ou la Suisse, la Norvège, etc. D'autant plus que nous voyons, dans les républiques les plus libres (par exemple, en Suisse), la milice se prussianiser de plus en plus, surtout en 1907 et 1911, et se prostituer en vue de la mobilisation de la troupe contre les grévistes. Nous pouvons réclamer l'élection des officiers par le peuple, l'abolition de toute justice militaire, l'égalité en droits pour les ouvriers étrangers et ceux du pays (c'est un point particulièrement important pour des Etats impérialistes comme la Suisse, qui exploitent d'une façon de plus en plus éhontée un nombre sans cesse croissant d'ouvriers étrangers, sans leur accorder aucun droit) ; ensuite : le droit pour, disons, chaque centaine d'habitants d'un pays donné de former des associations libres en vue d'étudier l'art militaire, en élisant librement leurs instructeurs qui seraient rétribués aux frais de l'Etat, etc. C'est seulement dans ces conditions que le prolétariat pourrait étudier l'art militaire vraiment pour *son propre compte*, et non au profit de ceux qui le tiennent en esclavage; et cette étude répond incontestablement aux intérêts du prolétariat. La révolution russe a prouvé que tout succès, même partiel, du mouvement révolutionnaire, par exemple la conquête d'une ville, d'un faubourg industriel, d'une partie de l'armée, *obligera* inévitablement le prolétariat victorieux à appliquer précisément un programme de ce genre.

Enfin, il va de soi que ce n'est pas en se bornant à rédiger des programmes qu'on peut lutter contre l'opportunisme, mais uniquement en veillant sans cesse à les faire réellement appliquer. La plus grave erreur, l'erreur fatale de la II^e Internationale qui a fait faillite, c'est que ses actes ne correspondaient pas à ses paroles, qu'on y inculquait l'habitude de l'hypocrisie et des grandes phrases révolutionnaires débitées sans scrupules (voyez l'attitude actuelle de Kautsky et C^{ie} à l'égard du Manifeste de Bâle). L'idée de désarmement, en tant qu'idée sociale, — c'est-à-dire engendrée par des conditions sociales déterminées et susceptibles d'agir sur un certain milieu social, et non de demeurer une lubie personnelle, — est évidemment née dans des conditions d'existence particulières, exceptionnellement «tranquilles», propres à divers petits Etats restés assez longtemps à l'écart de la sanglante voie

mondiale des guerres et qui espèrent éterniser cette situation. Pour s'en convaincre, il n'est que d'analyser, par exemple, l'argumentation des partisans norvégiens du désarmement : «Nous sommes une petite nation ; notre armée est insignifiante ; nous ne pouvons rien contre les grandes puissances» (et, de ce fait, nous sommes également incapables de résister à une intégration par la force dans une *alliance* impérialiste avec tel ou tel groupe de grandes puissances)... «nous voulons rester tranquilles dans notre petit coin de terre et poursuivre une politique de clocher en exigeant le désarmement, l'arbitrage obligatoire, la neutralité permanente, etc.» (aussi «permanente» sans doute que la neutralité belge ?).

La tendance mesquine des petits Etats à se tenir à l'écart, le désir petit-bourgeois de rester le plus loin possible des grandes batailles de l'histoire mondiale, d'utiliser une situation de monopole, qui les laisse à peu près seuls figés dans une routinière passivité, voilà la situation sociale *objective* qui peut assurer à l'idée de désarmement un certain succès et une certaine diffusion dans divers petits Etats. Bien entendu, c'est une tendance réactionnaire et qui repose entièrement sur des illusions, car l'impérialisme entraîne d'une façon ou d'une autre les petits Etats dans le tourbillon de l'économie et de la politique mondiales.

La situation de la Suisse, par exemple, dans le monde impérialiste, impose objectivement *deux* lignes au mouvement ouvrier de ce pays : les opportunistes, alliés à la bourgeoisie, cherchent à faire de la Suisse une fédération républicaine démocratique monopolisant les bénéfices du tourisme bourgeois des nations impérialistes ; ils s'efforcent d'utiliser cette situation de monopole bien «tranquille» aussi avantageusement et paisiblement que possible. Les véritables social-démocrates de Suisse s'efforcent d'utiliser la liberté relative et la situation «internationale» de ce pays pour aider à la victoire de l'alliance étroite formée par les éléments révolutionnaires des partis ouvriers européens. La Suisse, grâce à Dieu, ne parle pas «sa propre» langue, mais trois langues mondiales, qui sont justement celles des pays belligérants limitrophes.

Si les 20 000 membres du parti suisse versaient 2 centimes par semaine à titre d'«impôt extraordinaire de guerre», nous aurions 20 000 francs par an, plus qu'il ne faut pour pouvoir, malgré les interdictions des états-majors généraux, diffuser périodiquement en trois langues parmi les ouvriers et les soldats des pays belligérants toutes sortes de publications disant la vérité sur l'effervescence qui commence à se manifester parmi les ouvriers, sur leur fraternisation dans les tranchées, sur leur espoir d'utiliser révolutionnairement leurs armes contre la bourgeoisie impérialiste de leurs «propres» pays, etc.

Tout cela n'est pas nouveau. C'est justement ce que font les meilleurs journaux, tels que *La Sentinelle*, *Volksrecht*, *Berner Tagwacht*²⁴, mais malheureusement dans une mesure insuffisante. C'est seulement si cette activité se développe que l'excellente résolution du Congrès d'Aarau²⁵ pourra devenir quelque chose de plus que simplement une excellente résolution.

La question qui nous intéresse pour l'heure est de savoir si la revendication du désarmement répond à la tendance révolutionnaire qui existe parmi les social-démocrates suisses. Evidemment non. Objectivement, le «désarmement» est un programme typiquement, spécifiquement national de petits Etats ; ce n'est pas du tout le programme international de la social-démocratie révolutionnaire internationale.

Rédigé en septembre 1916

Signé : N. Lénine

Publié pour la première fois en septembre et octobre 1917, dans les N^{os} 9 et 10 du journal Jugend-Internationale. Publié pour la première fois en russe en 1929, dans le tome 19 des 2^e et 3^e éditions des Œuvres de Lénine

Conforme au texte du journal allemand

PACIFISME BOURGEOIS ET PACIFISME SOCIALISTE²⁶

ARTICLE (OU CHAPITRE) I - UN TOURNANT DANS LA POLITIQUE MONDIALE

Certains indices montrent qu'un tel tournant — allant de la guerre impérialiste à la paix impérialiste — s'est produit ou est en train de se produire.

En voici les principaux : le grave et incontestable épuisement des deux coalitions impérialistes ; la difficulté de poursuivre la guerre ; la difficulté pour les capitalistes en général, et pour le capital financier en particulier, d'arracher aux peuples plus que ce qui leur a déjà été extorqué sous la forme des scandaleux bénéfices «de guerre» ; la saturation du capital financier des pays neutres (Etats-Unis, Hollande, Suisse, etc.), lequel s'est immensément enrichi grâce à la guerre et qui a du mal à prolonger cette exploitation «avantageuse» en raison de la pénurie de matières premières et de denrées alimentaires ; les tentatives répétées de l'Allemagne de détacher tel ou tel allié de son principal concurrent impérialiste, l'Angleterre; les interventions pacifistes du gouvernement allemand et, après lui, d'un certain nombre de gouvernements des pays neutres.

Y a-t-il des chances que la guerre se termine rapidement ?

Il est extrêmement malaisé de répondre à cette question par l'affirmative. A notre avis, deux possibilités se dégagent assez nettement :

La première : conclusion d'une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie, même si ce n'est pas sous la forme habituelle d'un traité rédigé en bonne et due forme. La seconde : une telle paix n'est pas conclue, l'Angleterre et ses alliés sont réellement en mesure de tenir encore un an ou deux, ou plus, etc. Dans le premier cas, la guerre cesse inévitablement, sinon maintenant du moins dans un proche avenir, et l'on ne peut escompter de modifications sérieuses dans son déroulement. Dans le second cas, il se peut que la guerre se prolonge indéfiniment.

Arrêtons-nous sur la première éventualité.

Que des négociations sur une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie aient eu lieu tout récemment, que Nicolas II lui-même ou la clique très influente de la cour soient partisans d'une telle paix, que dans la politique mondiale se soit dessiné un tournant de l'alliance impérialiste de la Russie avec l'Angleterre contre l'Allemagne vers une alliance non moins impérialiste de la Russie avec l'Allemagne contre l'Angleterre, tout cela ne fait pas de doute.

Le remplacement de Sturmer par Trépov, la déclaration publique du gouvernement tsariste suivant laquelle les «droits» de la Russie sur Constantinople sont reconnus par tous les alliés, la création par l'Allemagne d'un Etat polonais distinct, autant d'indices d'où il semble résulter que les négociations sur une paix séparée se sont soldées par un échec. Peut-être le tsarisme les a-t-il menées *uniquement* pour faire chanter l'Angleterre, pour obtenir de sa part la reconnaissance formelle et sans équivoque des «droits» de Nicolas-le-Sanglant sur Constantinople et telles ou telles garanties «sérieuses» à l'appui de ces droits ?

L'objectif essentiel, fondamental, de la guerre impérialiste actuelle étant le partage du butin entre les trois principaux rivaux impérialistes, entre les trois brigands, la Russie, l'Allemagne et l'Angleterre, cette hypothèse n'a rien d'improbable.

D'autre part, plus se dessine pour le tsarisme l'impossibilité effective, militaire, de reprendre la Pologne, de conquérir Constantinople, de briser le front de fer allemand, que l'Allemagne redresse, raccourcit et renforce magnifiquement par ses dernières victoires en Roumanie, et plus le tsarisme se voit *obligé* de conclure une paix séparée avec l'Allemagne, *c'est-à-dire* de substituer à l'alliance

impérialiste avec l'Angleterre contre l'Allemagne une alliance impérialiste avec l'Allemagne contre l'Angleterre. Pourquoi pas ? La Russie a bien été à un cheveu de la guerre avec l'Angleterre à cause de la rivalité impérialiste des deux puissances pour le partage du butin en Asie centrale ! Des négociations ont bien eu lieu entre l'Angleterre et l'Allemagne au sujet d'une alliance *contre* la Russie en 1898, l'Angleterre et l'Allemagne ayant alors convenu secrètement de se partager les colonies du Portugal «au cas» où celui-ci ne remplirait pas ses engagements financiers !

Le désir redoublé des milieux impérialistes dirigeants d'Allemagne de conclure une alliance avec la Russie contre l'Angleterre s'est manifesté il y a déjà plusieurs mois. La base de l'alliance serait, apparemment, le partage de la Galicie (il est très important pour le tsarisme d'étouffer le centre de l'agitation et de la liberté ukrainiennes), de l'Arménie, et *peut-être de la Roumanie* ! Un journal allemand n'a-t-il pas fait «allusion» à l'éventualité d'un partage de la Roumanie entre l'Autriche, la Bulgarie et la Russie ? L'Allemagne pourrait encore accorder certaines autres «petites concessions» au tsarisme, à seule fin de réaliser l'alliance avec la Russie, et peut-être aussi avec le Japon contre l'Angleterre.

Une paix séparée pourrait être conclue secrètement entre Nicolas II et Guillaume II. L'histoire de la diplomatie connaît des exemples de traités secrets, ignorés de tous, même des ministres, à l'exception de deux ou trois personnes. Elle connaît des exemples où les «grandes puissances», les principales rivales, se rendirent à un congrès «de toute l'Europe» après s'être entendues préalablement en secret sur l'essentiel (par exemple, l'accord secret de la Russie avec l'Angleterre pour le pillage de la Turquie avant le Congrès de Berlin en 1878). Il n'y aurait absolument rien d'étonnant à ce que le tsarisme repousse une paix séparée formelle, notamment pour cette raison que, dans l'état actuel de la Russie, le gouvernement pourrait être constitué par Milioukov associé à Goutchkov ou par Milioukov associé à Kérénski; à ce que, d'autre part, le tsarisme conclue en même temps avec l'Allemagne un traité secret, non formel, mais non moins «solide», en ce sens que les deux «hautes parties contractantes» suivront en commun *telle* ou *telle* ligne au futur congrès de la paix !

On ne peut savoir si cette hypothèse est vraie ou non. En tout état de cause, elle contient mille fois plus de *vérité*, elle caractérise mille fois mieux *ce qui est*, que les interminables phrases doucereuses sur une paix conclue entre les gouvernements actuels, et en général entre les gouvernements bourgeois, et qui reposerait sur le refus des annexions, etc. Ces phrases ne sont que de pieux souhaits ou bien des formules hypocrites et mensongères servant à dissimuler la vérité. La vérité de l'époque actuelle, de la guerre actuelle, des tentatives actuelles de conclure la paix, consiste *dans le partage du butin impérialiste*. Tel est le fond de la question, et comprendre cette vérité, la proclamer, «dire ce qui est», voilà la tâche fondamentale de la politique socialiste, à la différence de la politique bourgeoise, pour laquelle l'essentiel est de dissimuler, d'estomper cette vérité.

Les deux coalitions impérialistes ont amassé une certaine quantité de butin, et ce sont les deux rapaces les plus importants et les plus forts, l'Allemagne et l'Angleterre, qui en ont pillé le plus. L'Angleterre n'a pas perdu un pouce de son territoire et de ses colonies, tout en «acquérant» les colonies allemandes et une partie de la Turquie (la Mésopotamie). L'Allemagne a perdu presque toutes ses colonies, mais elle a acquis en Europe des territoires infiniment plus précieux en envahissant la Belgique, la Serbie, la Roumanie, une partie de la France, une partie de la Russie, etc. Il s'agit de partager ce butin, et r«ataman» de chaque bande de brigands, soit l'Angleterre et l'Allemagne, doit récompenser dans une certaine mesure ses alliés, qui, à l'exception de la Bulgarie et, à un degré moindre, de l'Italie, ont subi des pertes particulièrement lourdes. Ce sont les alliés les plus faibles qui ont subi les plus grands préjudices: dans la coalition anglaise, la Belgique, la Serbie, le Monténégro et la Roumanie ont été écrasés; dans la coalition allemande, la Turquie a perdu l'Arménie et une partie de la Mésopotamie.

Jusqu'à présent, le butin de l'Allemagne dépasse incontestablement, et de beaucoup, celui de l'Angleterre. Jusqu'à présent, l'Allemagne l'a emporté, en se révélant infiniment plus forte que personne ne pouvait le supposer avant la guerre. On conçoit donc que l'intérêt de l'Allemagne serait de conclure la paix le plus rapidement possible, car sa rivale pourrait encore, dans l'hypothèse la plus

avantageuse pour elle (encore que peu probable), faire entrer en ligne une importante réserve de recrues, etc.

Telle est la situation *objective*. Telle est la phase actuelle de la lutte pour le partage du butin impérialiste. Il est parfaitement naturel que *cette* phase ait engendré des aspirations, des déclarations et des prises de position pacifistes, surtout parmi la bourgeoisie et les gouvernements de la coalition allemande, puis des pays neutres. Il est non moins naturel que la bourgeoisie et *ses* gouvernements soient contraints de faire tout leur possible pour mystifier les peuples en voilant la nudité repoussante du monde impérialiste, le partage du butin, par des phrases de bout en bout mensongères sur la paix démocratique, la liberté des petites nations, la réduction des armements, etc.

Mais si le désir de mystifier les peuples est naturel chez la bourgeoisie, comment les socialistes s'acquittent-ils de leur devoir ? C'est ce que nous allons voir dans l'article (ou le chapitre) suivant.

ARTICLE (OU CHAPITRE) II - LE PACIFISME DE KAUTSKY ET DE TURATI

De tous les théoriciens de la II^e Internationale, Kautsky est celui qui jouit de la plus grande autorité ; il est le chef le plus en vue de ce qu'on appelle le «centre marxiste» en Allemagne, le représentant de l'opposition qui a créé au Reichstag une fraction distincte : le «Groupe social-démocrate du Travail» (Haase, Ledebour, etc.). Un certain nombre de journaux social-démocrates d'Allemagne publient actuellement des articles de Kautsky sur les conditions de paix, paraphrasant la déclaration officielle du «Groupe social-démocrate du Travail» au sujet de la fameuse note du gouvernement allemand qui proposait d'entamer des pourparlers de paix. Exigeant que le gouvernement propose des conditions de paix déterminées, cette déclaration contient notamment la phrase caractéristique suivante :

«... Pour que cette note (du gouvernement allemand) conduise à la paix, il faut que soit rejetée sans équivoque dans tous les pays l'idée des annexions de territoires étrangers, de la sujétion politique, économique ou militaire de quelque peuple que ce soit à un autre Etat...»

Paraphrasant et concrétisant cette thèse, Kautsky «démontre» avec force détails dans ses articles que Constantinople ne doit pas appartenir à la Russie et que la Turquie ne doit être l'Etat vassal de personne.

Examinons plus attentivement ces mots d'ordre et arguments politiques de Kautsky et de ses partenaires.

Lorsqu'il s'agit de la Russie, c'est-à-dire du concurrent impérialiste de l'Allemagne, Kautsky formule une revendication non pas abstraite, non pas «générale», mais parfaitement concrète, précise et définie : Constantinople ne doit pas appartenir à la Russie. Il *dénonce* ainsi les desseins impérialistes *réels*... de la Russie. Lorsqu'il s'agit de l'Allemagne, c'est-à-dire précisément du pays où la majorité du parti qui compte Kautsky parmi ses membres (et qui en a fait le rédacteur en chef de son organe principal et dirigeant, de son organe théorique, *Die Neue Zeit* [«*Temps Nouveaux*» — *Note du traducteur*].) aide la bourgeoisie et le gouvernement à mener la guerre impérialiste, Kautsky *ne* dénonce *pas* les desseins impérialistes *concrets* de *son* gouvernement, mais se contente d'exprimer un desideratum ou un postulat «général» : la Turquie ne doit être l'Etat vassal de personne !!

Qu'est-ce qui distingue, quant à son contenu réel, la politique de Kautsky de celle des social-chauvins (socialistes en paroles et chauvins en fait), pour ainsi dire militants, de France et d'Angleterre, qui dénoncent carrément les menées impérialistes concrètes de l'Allemagne pour se borner à des desiderata ou des postulats «généraux» touchant les pays ou les peuples conquis par l'Angleterre et la Russie, qui condamnent bien haut l'annexion de la Belgique et de la Serbie, mais passent sous silence l'annexion de la Galicie, de l'Arménie, des colonies d'Afrique ?

En fait, la politique de Kautsky et celle de Sembat-Henderson aident d'une façon identique *leurs* gouvernements impérialistes *respectifs*, en attirant principalement l'attention sur les intrigues ténébreuses du concurrent et de l'adversaire, et en jetant un voile de phrases nébuleuses et de pieux souhaits sur les activités *tout aussi* impérialistes de «leur» bourgeoisie.

Nous cesserions d'être des marxistes, nous cesserions d'être en général des socialistes, si nous nous contentions d'une méditation chrétienne, pour ainsi dire, sur la vertu de bonnes petites phrases générales, sans mettre à nu leur signification politique *réelle*. Ne voyons-nous pas constamment la diplomatie de toutes les puissances impérialistes faire parade de phrases «générales» et de déclarations «démocratiques» magnanimes qui servent à *camoufler* le pillage, la violation et l'étranglement des petites nations ?

La «Turquie ne doit être l'Etat vassal de personne...» Si je ne dis que cela, j'ai l'air d'être partisan de la liberté complète de la Turquie. Mais je ne fais que répéter une phrase qu'ont aussi l'habitude de prononcer les diplomates allemands, lesquels énoncent *sciemment* un mensonge hypocrite en masquant par cette formule le *fait* que l'Allemagne a transformé *actuellement* la Turquie en son vassal *et financier et militaire* ! Si je suis un socialiste allemand, mes phrases «générales» ne font que *servir* la diplomatie de l'Allemagne, car leur signification réelle consiste à *farder* l'impérialisme allemand.

«... il faut que soit rejetée dans tous les pays l'idée des annexions..., de la subordination économique de quelque peuple que ce soit...» Quelle grandeur d'âme ! Voilà des milliers de fois que les impérialistes «rejetent l'idée» des annexions et de l'étranglement financier des nations faibles, mais ne faut-il pas, en regard, considérer les *faits*, qui montrent que n'importe quelle grande banque d'Allemagne, d'Angleterre, de France, des Etats-Unis *maintient* les petites nations sous sa «*sujétion*» ? Le gouvernement bourgeois actuel d'un pays riche peut-il renoncer *pratiquement* aux annexions et à la sujétion économique des peuples étrangers, alors que des milliards et des milliards sont investis dans les voies ferrées et autres entreprises des nations faibles ?

Qui lutte réellement contre les annexions, etc. ? Celui qui jette au vent de belles phrases dont la signification objective équivaut absolument à l'eau bénite chrétienne dont on asperge les forbans couronnés et capitalistes, ou celui qui explique aux ouvriers l'impossibilité de faire cesser les annexions et l'étranglement financier sans renverser la bourgeoisie impérialiste et ses gouvernements ?

Voici encore une illustration italienne du pacifisme prôné par Kautsky.

Dans l'organe central du Parti socialiste italien *Avanti* ! du 25 décembre 1916, le réformiste bien connu Filippo Turati a publié un article intitulé «Abracadabra». Le 22 novembre 1916, écrit-il, le groupe parlementaire socialiste italien a soumis au Parlement une proposition de paix. Le groupe «a constaté la convergence des principes proclamés par les représentants de l'Angleterre et de l'Allemagne, des principes qui doivent être à la base d'une paix possible, et a invité le gouvernement à entamer des négociations de paix par l'intermédiaire des Etats-Unis et d'autres pays neutres». C'est ainsi que Turati lui-même expose le contenu de la proposition socialiste.

Le 6 décembre 1916, la Chambre «enterre» cette dernière, «ajournant» la discussion. Le 12 décembre, au Reichstag, le chancelier allemand propose en son nom ce que voulaient les socialistes d'Italie. Le 22 décembre, Wilson envoie sa note «paraphasant et reprenant — selon l'expression de F. Turati — les idées et les motifs de la proposition socialiste». Le 23 décembre, d'autres Etats neutres entrent en scène paraphasant la note de Wilson.

On nous accuse de nous être vendus à l'Allemagne, s'exclame Turati. Wilson et les Etats neutres se seraient-ils vendus, eux aussi, à ce pays ?

Le 17 décembre, Turati prononça au Parlement un discours dont un passage fit extraordinairement — et à juste titre — sensation. Voici ce passage selon le compte rendu de *l'Avanti* ! :

... «Supposons qu'une discussion du genre de celle que nous propose l'Allemagne soit de nature à trancher, dans leurs grandes lignes, des questions telles que l'évacuation de la Belgique et de la France, la restauration de la Roumanie, de la Serbie, et, si vous voulez, du Monténégro ; ajoutons encore la rectification des frontières italiennes touchant ce qui est incontestablement italien et qui répond à des garanties d'ordre stratégique...» A cet endroit, la Chambre bourgeoise et chauvine interrompt Turati ; des exclamations fusent de toutes parts : «Magnifique ! C'est donc que vous voulez tout cela, vous aussi ! Vive Turati ! Vive Turati !» ...

Sentant apparemment quelque chose de singulier dans cet enthousiasme de la bourgeoisie, Turati essaie de «se corriger» ou de «s'expliquer» :

... «Messieurs, dit-il, pas de plaisanteries déplacées. Une chose est d'admettre l'opportunité de l'unité nationale et le droit à cette unité, que nous avons toujours reconnu; autre chose est de provoquer ou de justifier la guerre à cette fin.»

Ni cette «explication» de Turati, ni l'article de *l'Avanti !* qui prend sa défense, ni la lettre de Turati en date du 21 décembre, ni l'article d'un certain «*b b*» dans le *Volksrecht* de Zurich ne «rectifient» rien et n'éliminent le fait que *Turati a été pris en flagrant délit...* Plus exactement : ce n'est pas Turati qui a été pris, mais le pacifisme socialiste tout entier, représenté par Kautsky et, comme nous le verrons plus loin, par les «kautskistes» français. La presse bourgeoise d'Italie avait raison de s'emparer de ce passage de discours de Turati et d'exulter à son sujet.

Le «*b b*» susmentionné essaie de plaider la cause de Turati en affirmant que celui-ci ne voulait parler que du «droit des nations à disposer d'elles-mêmes».

Piètre plaidoirie ! Que vient faire ici le «droit des nations à disposer d'elles-mêmes» ? Chacun sait que, dans le programme des marxistes, il se rapporte — comme il s'est toujours rapporté dans le programme de la démocratie internationale — à la défense des nations *opprimées*. Que vient faire ici le «droit des nations à disposer d'elles-mêmes», appliqué à la guerre impérialiste, c'est-à-dire à une guerre pour le partage des colonies, pour *l'oppression* de pays étrangers, à une guerre *entre* puissances de rapine, oppressives, pour savoir *qui* asservira *le plus* de nations étrangères ?

Se référer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes pour justifier une guerre impérialiste, et non nationale — en quoi cela diffère-t-il des discours d'Alexinski, d'Hervé, d'Hyndman, qui invoquent la *république* française opposée à la monarchie allemande, bien que tout le monde sache que la guerre actuelle n'est nullement un conflit entre le républicanisme et le monarchisme, mais un conflit pour le partage des colonies, etc., entre deux coalitions impérialistes ?

Turati a essayé de s'expliquer et de se disculper en disant qu'il *n'entendait nullement* «justifier» la guerre.

Croyons le réformiste Turati, le kautskiste Turati, quand il dit qu'il n'avait pas *l'intention* de justifier la guerre. Mais qui ne sait qu'en politique on tient compte, non pas des intentions, mais des actes ? non pas des pieux souhaits, mais des faits ? non pas de l'imaginaire, mais du réel ?

Admettons que Turati n'ait pas voulu justifier la guerre, que Kautsky n'ait pas voulu justifier la transformation de la Turquie en vassal de l'impérialisme allemand. Mais *en réalité*, ces deux bons pacifistes *n'ont fait précisément que justifier la guerre !* Voilà le fond de la question. Si Kautsky, au lieu de s'exprimer dans une revue si ennuyeuse qu'elle n'a pas de lecteurs, avait pris la parole à la tribune du Parlement, devant un public bourgeois ardent, impressionnable, doué d'un tempérament méridional, pour prononcer une phrase comme celle-ci : «Constantinople ne doit pas appartenir à la Russie, la Turquie ne doit être l'Etat vassal de personne», il n'y aurait rien eu d'étonnant à ce que des bourgeois pleins d'esprit s'exclament : «Parfait ! Très juste ! Vive Kautsky !»

Turati a adopté en fait — peu importe qu'il l'ait voulu ou non, qu'il en ait eu conscience ou non — le point de vue d'un courtier bourgeois proposant un marché à l'amiable entre les rapaces impérialistes. La «libération» des terres italiennes appartenant à l'Autriche serait *en réalité* une récompense camouflée accordée à la bourgeoisie italienne pour sa participation à la guerre impérialiste menée par une gigantesque coalition impérialiste ; elle serait un petit supplément au partage des colonies en Afrique et des sphères d'influence en Dalmatie et en Albanie. Il est peut-être naturel pour le réformiste Turati de s'aligner sur la bourgeoisie, mais Kautsky ne se distingue pratiquement en rien de Turati.

Pour ne pas farder la guerre impérialiste, pour ne pas aider la bourgeoisie à la présenter faussement comme une guerre nationale, une guerre de libération des peuples, pour ne pas se retrouver sur les positions du réformisme bourgeois, il aurait fallu parler, non comme Kautsky et Turati, mais comme Karl Liebknecht ; ils auraient dû déclarer à *leur* bourgeoisie qu'elle fait acte d'hypocrisie en parlant de libération nationale, que la guerre actuelle ne peut se terminer par une paix démocratique si le prolétariat ne «tourne pas les armes» contre *son* gouvernement.

Telle devait être l'unique position d'un véritable marxiste, d'un véritable socialiste et non d'un réformiste bourgeois. Le véritable artisan d'une paix démocratique n'est pas l'homme qui répète, en termes généraux, de pieux souhaits de pacifisme, ne signifiant rien et n'engageant à rien, mais celui qui dénonce le caractère impérialiste de la guerre actuelle et de la paix impérialiste qu'elle prépare, et qui appelle les peuples à la révolution contre les gouvernements criminels.

D'aucuns tentent parfois de défendre Kautsky et Turati en prétendant que, légalement, on ne pouvait se permettre plus qu'une «allusion» contre le gouvernement, et que les pacifistes en question ont fait cette «allusion». Mais à cela il convient de répondre, en premier lieu, que l'impossibilité de dire légalement la vérité est un argument en faveur non pas de la dissimulation de la vérité, mais de la nécessité d'une organisation et d'une presse clandestines, c'est-à-dire soustraites à la police et à la censure; en second lieu, qu'il est des moments historiques où un socialiste est *tenu* de rompre avec toute légalité; en troisième lieu, que même dans la Russie féodale, Dobrolioubov et Tchernychevski ont su dire la vérité, tantôt en faisant le silence sur le Manifeste du 19 février 1861, tantôt en raillant et en stigmatisant les libéraux de l'époque, qui prononçaient exactement les mêmes discours que Turati et Kautsky.

Nous passerons, dans l'article suivant, au pacifisme français, qui a trouvé son expression dans les résolutions des deux congrès que viennent de tenir les organisations ouvrières et socialistes de France.

ARTICLE (OU CHAPITRE) III - LE PACIFISME DES SOCIALISTES ET DES SYNDICALISTES FRANÇAIS

Les congrès de la C.G.T. (Confédération générale du Travail) française²⁷ et du Parti socialiste français²⁸ viennent de prendre fin. La signification et le rôle réels, à l'heure présente, du pacifisme socialiste s'y sont manifestés avec une netteté particulière. Voici la résolution du congrès syndical, adoptée à *l'unanimité*, aussi bien par la majorité des chauvins à tous crins, avec à leur tête le tristement célèbre Jouhaux, que par l'anarchiste Broutchoux et... le «zimmerwaldien» Merrheim :

«La Conférence des Fédérations corporatives nationales, des Unions de Syndicats et des Bourses du Travail, prenant acte de la note du président des Etats-Unis (invitant toutes les nations se trouvant actuellement en guerre à exposer publiquement leurs vues sur les conditions auxquelles il pourrait être mis fin à la guerre), demande au gouvernement français d'accepter cette proposition ; invite le gouvernement à prendre l'initiative d'une intervention semblable auprès de ses alliés afin de hâter l'heure de la paix ; déclare que la fédération des nations, qui est l'un des gages de la paix définitive, ne peut être réalisée que dans l'indépendance, l'intégrité territoriale et la liberté politique et économique de toutes les nations, grandes et petites. Les organisations représentées à la Conférence s'engagent à soutenir et à propager cette idée parmi la masse des ouvriers pour que prenne fin une situation indéterminée et équivoque qui ne profite qu'à la diplomatie secrète, et contre laquelle la classe ouvrière s'est toujours élevée.»

Voilà un modèle de pacifisme «pur» tout à fait dans l'esprit de Kautsky, d'un pacifisme approuvé par une organisation ouvrière officielle qui n'a rien de commun avec le marxisme, et qui est composée en majorité de chauvins. Nous sommes en présence d'un document remarquable, méritant l'attention la plus sérieuse, et qui traduit le *rassemblement politique* des chauvins et des «kautskistes» sur la plateforme de la phrase pacifiste creuse. Si, dans l'article précédent, nous nous sommes efforcés de montrer en quoi résidait le fondement *théorique* de l'unité de vues des chauvins et des pacifistes, des bourgeois et des réformistes socialistes, nous voyons à présent cette unité *pratiquement* réalisée dans un autre pays impérialiste.

A la Conférence de Zimmerwald, qui a eu lieu du 5 au 8 septembre 1915, Merrheim a déclaré : «*Le parti, les Jouhaux, le gouvernement, ce ne sont que trois têtes sous un bonnet.*» [En français dans le texte — Note du traducteur.] A la conférence de la C.G.T. du 26 décembre 1916, Merrheim vote, avec Jouhaux, la résolution pacifiste. Le 23 décembre 1916, le journal *Volksstimme* [«*La Voix du Peuple*» — Note du traducteur.] de Chemnitz, l'un des organes les plus francs et les plus extrémistes des social-impérialistes allemands, publie un éditorial intitulé : «*Désagrégation des partis bourgeois et rétablissement de l'unité social-démocrate.*» Cet article exalte, cela va de soi, le pacifisme de Südekum, Legien, Scheidemann et C^{ie}, de toute la majorité du Parti social-démocrate allemand, ainsi que du gouvernement allemand, et proclame que «le premier congrès du Parti qui sera convoqué après la guerre doit rétablir l'unité du Parti, à l'exception du petit nombre de fanatiques qui refusent de régler leurs cotisations» (c'est-à-dire les partisans de K. Liebknecht!), «rétablir l'unité du Parti sur la base de la politique suivie par l'Exécutif du Parti, la fraction social-démocrate du Reichstag et les syndicats».

Voilà formulées et proclamées on ne peut plus clairement l'idée et la politique de l'«unité» des social-chauvins déclarés d'Allemagne avec Kautsky et C^{ie}, avec le «Groupe social-démocrate du Travail», — de l'unité sur la base de phrases pacifistes, — de l'«unité» réalisée en France le 26 décembre 1916 entre Jouhaux et Merrheim !

L'organe central du Parti socialiste italien *Avanti !* a écrit le 28 décembre 1916 dans une note de la rédaction :

«Si Bissolati et Südekum, Bonomi et Scheidemann, Sembat et David, Jouhaux et Legien sont passés dans le camp du nationalisme bourgeois et ont trahi (*hanno tradito*, ont commis une trahison) l'unité idéologique des internationalistes, qu'ils avaient juré de servir fidèlement et honnêtement, nous, nous resterons avec nos camarades allemands tels que Liebknecht, Ledebour, Hoffmann, Meyer, avec nos camarades français tels que Merrheim, Blanc, Brizon, Raffin-Dugens, qui n'ont pas changé et n'ont pas flanché.»

Voyez à quelle confusion on aboutit :

Bissolati et Bonomi ont été *exclus* du Parti socialiste italien, en tant que réformistes et chauvins, dès avant la guerre. *L'Avanti!* les met sur le même plan que Südekum et Legien, et c'est évidemment très juste, mais Südekum, David et Legien sont à la tête du parti pseudo-social-démocrate allemand, qui est en fait un parti social-chauvin, et le même *Avanti !* s'élève contre leur exclusion, contre la rupture avec eux, contre la formation d'une III^e Internationale. *L'Avanti !* déclare, et il a en cela parfaitement raison, que Legien et Jouhaux sont passés dans le camp du nationalisme bourgeois, et il leur oppose Liebknecht et Ledebour, Merrheim et Brizon. Mais Merrheim vote avec Jouhaux, et Legien proclame, par l'entremise de *La Voix du Peuple* de Chemnitz, sa certitude de voir rétablir l'unité du Parti à la seule exception des camarades de Liebknecht, c'est-à-dire l'«unité» avec le «Groupe social-démocrate du Travail» (y compris Kautsky) auquel appartient Ledebour !!

Ce méli-mélo vient de ce que *L'Avanti !* confond le pacifisme bourgeois avec l'internationalisme social-démocrate révolutionnaire, tandis que les politiciens expérimentés que sont Legien et Jouhaux ont compris à merveille *l'identité* du pacifisme socialiste et du pacifisme bourgeois.

Comment, en effet, M. Jouhaux et son journal chauvin *La Bataille*²⁹ n'exulteraient-ils pas en constatant l'«unité de vues» entre Jouhaux et Merrheim, alors que la résolution adoptée à l'unanimité, que nous avons citée intégralement, ne contient *en réalité* rigoureusement rien d'autre que des phrases pacifistes bourgeoises, qu'on n'y trouve *pas le moindre semblant* de conscience révolutionnaire, *aucune* idée socialiste !

N'est-il pas ridicule de parler de «liberté économique de toutes les nations, grandes et petites», en passant sous silence le fait que, tant que les gouvernements bourgeois ne seront pas renversés et que la bourgeoisie ne sera pas expropriée, cette «liberté économique» sert à *duper* le peuple, tout comme les phrases sur la «liberté économique» des citoyens *en général*, des petits paysans et des paysans riches, des ouvriers et des capitalistes dans la société moderne ?

La résolution que Jouhaux et Merrheim ont votée unanimement est pénétrée de bout en bout des idées du «nationalisme bourgeois» que *l'Avanti !* relève à juste titre chez Jouhaux, mais que, chose étrange, le même *Avanti !* ne discerne *pas* chez Merrheim.

Les nationalistes bourgeois ont partout et de tout temps fait étalage de phrases «générales» sur une «fédération des nations» *en général*, sur la «liberté économique de toutes les nations, grandes et petites». A la différence des nationalistes bourgeois, les socialistes ont toujours dit et disent: discourir sur la «liberté économique des nations grandes et petites» est une hypocrisie répugnante aussi longtemps que *certaines* nations (l'Angleterre et la France, par exemple) placent à l'étranger, c'est-à-dire prêtent à des taux usuraires aux nations petites et retardataires, *des dizaines et des dizaines de milliards de francs*, et que les pays faibles se trouvent sous leur coupe.

Des socialistes n'auraient pu laisser passer sans une protestation énergique *aucune phrase* de la résolution votée unanimement par Jouhaux et Merrheim. Des socialistes auraient déclaré, contrairement à cette résolution, que l'intervention de Wilson est sans conteste un mensonge et une hypocrisie, car il est le représentant d'une bourgeoisie qui a tiré des milliards de profits de la guerre, le chef d'un gouvernement qui a accru avec frénésie l'armement des Etats-Unis en vue, sans aucun doute, d'une *seconde* grande guerre impérialiste; que le gouvernement bourgeois français, entièrement sous la coupe du capital financier dont il est l'esclave, et des traités impérialistes secrets, absolument réactionnaires et de rapine, avec l'Angleterre, la Russie, etc., n'est en état ni de dire ni de faire quoi que ce soit d'autre que de mentir, lui aussi, au sujet d'une paix démocratique et «équitable» ; que la lutte pour une telle paix ne consiste pas à répéter des phrases pacifistes gentilles, doucereuses, générales, creuses, vaines, n'engageant à rien et ne faisant pratiquement que farder l'ordure impérialiste, mais à dire aux peuples la *vérité*, plus précisément, que pour réaliser une paix démocratique et équitable, il faut renverser les gouvernements bourgeois de tous les pays belligérants, et profiter pour se faire de ce que des millions d'ouvriers sont armés, ainsi que de l'exaspération générale causée dans la masse de la population par la cherté de la vie et les horreurs de la guerre impérialiste.

Voilà ce qu'auraient dû dire des socialistes, au lieu de présenter la résolution de Jouhaux et de Merrheim.

Non seulement le Parti socialiste français n'a pas dit cela à son congrès qui a eu lieu à Paris en même temps que celui de la C.G.T., mais il a adopté une résolution *encore pire*, par 2 838 voix contre 109 et 20 abstentions, c'est-à-dire par le bloc des social-chauvins (Renaudel et C^{ie}, appelés «majoritaires» ou partisans de la majorité) et des *longuettistes* (partisans de Longuet, kautskistes français) !! Et le zimmerwaldien Bourderon ainsi que le kienthalien (participant de la Conférence de Kienthal) Raffin-Dugens l'ont votée également !!

Nous n'en citerons pas le texte, car il est excessivement long et ne présente aucun intérêt: des phrases gentilles et doucereuses sur la paix *voisinent* avec l'engagement de continuer à soutenir en France ce qu'on appelle la «défense de la patrie», c'est-à-dire la guerre impérialiste que mène la France en alliance avec des forbans encore plus grands et plus puissants, comme l'Angleterre et la Russie.

En France, l'union des social-chauvins avec les pacifistes (ou kautskistes) et avec une partie des zimmerwaldiens est par conséquent devenue un fait, non seulement dans la C.G.T., mais aussi dans le Parti socialiste.

ARTICLE (OU CHAPITRE) IV - ZIMMERWALD A LA CROISEE DES CHEMINS

Le 28 décembre sont arrivés à Berne les journaux français contenant le compte rendu du Congrès de la C.G.T., et, le 30 décembre, les journaux socialistes de Berne et de Zurich ont publié le nouvel appel de l'I.S.K. («Internationale Sozialistische Kommission») de Berne, c'est-à-dire de la Commission socialiste internationale, organe exécutif de l'union de Zimmerwald. Dans cet appel, daté de la fin décembre 1916, il est question de la proposition de paix faite par l'Allemagne, ainsi que par Wilson et d'autres pays neutres, et toutes ces interventions gouvernementales sont qualifiées — tout à fait à juste titre, cela va de soi — de «comédie de paix», «jeu des gouvernements tendant à mystifier leurs propres peuples», de «gesticulations pacifistes hypocrites de diplomates».

A cette comédie et à ce mensonge, on oppose, comme l'«unique force» susceptible d'assurer la paix, etc., la «ferme volonté» du prolétariat international de «tourner les armes, non pas contre ses frères, mais contre l'ennemi dans son propre pays».

Ces citations nous montrent avec évidence deux politiques essentiellement différentes, qui ont jusqu'à maintenant en quelque sorte cohabité au sein de l'union zimmerwaldienne, et qui se sont à présent définitivement séparées.

D'une part, Turati dit sans ambages, et très justement, que la proposition de l'Allemagne, de Wilson, etc., n'a été qu'une «paraphrase» du pacifisme «socialiste» italien ; la déclaration des social-chauvins allemands et le vote des social-chauvins français attestent que les uns et les autres ont parfaitement apprécié l'utilité du camouflage pacifiste de *leur* politique.

D'autres part, l'appel de la Commission socialiste internationale qualifie de comédie et d'hypocrisie le pacifisme de tous les gouvernements belligérants et neutres.

D'une part, il y a alliance de Jouhaux avec Merrheim, de Bourderon, Longuet et Raffin-Dugens avec Renaudel, Sembat et Thomas, tandis que les social-chauvins allemands Südekum, David et Scheidemann proclament l'imminence du «rétablissement de l'unité social-démocrate» avec Kautsky et le «Groupe social-démocrate du Travail».

D'autre part, l'appel de la Commission socialiste internationale invite les «minorités socialistes» à lutter énergiquement contre «leurs gouvernements» «et leurs stipendiés (söldlinge) social-patriotes».

C'est l'un ou l'autre.

Démasquer l'indigence d'idées, l'absurdité, l'hypocrisie du pacifisme bourgeois *ou bien* le «paraphraser» en un pacifisme «socialiste» ? Lutter contre les Jouhaux et les Renaudel, les Legien et les David, en tant que «stipendiés» des gouvernements, *ou bien* s'allier à eux dans des déclamations pacifistes creuses du modèle français ou du type allemand ?

C'est là que passe à présent la ligne de partage entre la droite de Zimmerwald, qui s'est toujours dressée de toutes ses forces contre la scission avec les social-chauvins, et la gauche de Zimmerwald qui, dès le début, s'est préoccupée, non sans raison, de se désolidariser publiquement de la droite, d'intervenir dans la presse, pendant et après la Conférence, avec une plate-forme distincte. L'approche de la paix, ou tout au moins la discussion animée qui se déroule dans certains milieux bourgeois à propos de la paix, a provoqué nécessairement et non par hasard une divergence particulièrement frappante entre ces deux politiques. Car les pacifistes bourgeois et leurs imitateurs et perroquets «socialistes» ont toujours imaginé la paix comme quelque chose de distinct dans son principe même,

en ce sens que l'idée : «la guerre est la continuation de la politique de paix, la paix est la continuation de la politique de guerre» n'a jamais été comprise par les pacifistes des deux nuances. Que la guerre impérialiste de 1914-1917 soit la continuation de la politique impérialiste des années 1898 à 1914, sinon d'une période encore antérieure, ni les bourgeois ni les social-chauvins n'ont jamais voulu et ne veulent le voir. Que la paix ne puisse être *à présent*, si les gouvernements bourgeois ne sont pas renversés par la révolution, qu'une paix impérialiste continuant la guerre impérialiste, c'est ce que ne voient ni les pacifistes bourgeois ni les pacifistes socialistes.

De même que pour porter un jugement sur la guerre actuelle, on a eu recours à des formules absurdes, plates et vulgaires sur l'agression ou la défense en général, de même, quand il s'agit de porter un jugement sur la paix, on a recours aux mêmes lieux communs de philistins, en oubliant la situation historique concrète, la réalité concrète de la lutte entre les puissances impérialistes. Il était tout naturel que les social-chauvins, ces agents des gouvernements et de la bourgeoisie au sein des partis ouvriers, se cramponnent notamment à la paix proche, ou même à des palabres sur la paix, pour *dissimuler* le fait, dévoilé par la guerre, qu'ils sont profondément réformistes, opportunistes, pour rétablir leur influence sur les masses, actuellement compromise. Voilà pourquoi, comme nous l'avons vu, les social-chauvins d'Allemagne et de France font des pieds et des mains pour «s'allier» à la partie vacillante, sans principes, pacifiste, de l'«opposition».

Au sein de l'union zimmerwaldienne, on essayera aussi, assurément, d'estomper la divergence entre les deux lignes politiques irréductibles. On peut prévoir deux catégories de tentatives de ce genre. La conciliation «utilitaire» consistera tout simplement à associer d'une manière mécanique des formules révolutionnaires ronflantes (comme, par exemple, celles de l'appel de la Commission socialiste internationale) à une pratique opportuniste et pacifiste. Il en était ainsi dans la II^e Internationale. Les phrases archi-révolutionnaires des appels de Huysmans et Vandervelde et de certaines résolutions de congrès ne faisaient que camoufler la pratique archi-opportuniste de la majorité des partis européens, sans la remanier, sans la saper, sans lutter contre elle. Il est douteux que cette tactique puisse réussir de nouveau au sein de l'union zimmerwaldienne.

Les «conciliateurs au nom des principes» tenteront de présenter une falsification du marxisme en recourant, par exemple, à un raisonnement tel que celui-ci : les réformes n'excluent pas la révolution, une paix impérialiste avec certaines «améliorations» des frontières nationales ou du droit international ou des dépenses budgétaires pour les armements, etc., est compatible avec le mouvement révolutionnaire, en tant qu'«un des aspects du développement» de ce mouvement, etc., etc.

Ce serait là une altération du marxisme. Bien sûr que les réformes n'excluent pas la révolution. Mais ce n'est pas de cela qu'il est question à l'heure actuelle ; il s'agit pour les révolutionnaires de ne pas s'exclure *eux-mêmes* devant les réformistes, c'est-à-dire que les socialistes ne doivent pas substituer à leur activité révolutionnaire une activité réformiste. L'Europe connaît une situation révolutionnaire, aggravée par la guerre, ainsi que par la vie chère.

Rien ne dit que le passage de la guerre à la paix mettra nécessairement fin à cette situation, car il n'est écrit nulle part que les millions d'ouvriers qui ont à présent entre les mains un magnifique armement se laisseront à coup sûr et sans faute «désarmer docilement» par la bourgeoisie, au lieu de suivre le conseil de K. Liebknecht, c'est-à-dire de retourner les armes contre *leur propre* bourgeoisie.

La question ne se pose pas comme le font les pacifistes, les kautskistes: ou bien une campagne politique réformiste, ou bien la renonciation aux réformes. C'est une façon bourgeoise d'envisager le problème. En réalité, la question se présente ainsi : ou bien la lutte révolutionnaire, dont le produit accessoire, en cas de demi-succès, est constitué par les réformes (ce qu'a démontré toute l'histoire des révolutions dans le monde entier), ou bien rien d'autre que des bavardages sur des réformes ou des promesses de réformes.

Le réformisme de Kautsky, de Turati, de Bourderon, qui à l'heure actuelle prend l'aspect du pacifisme, non content de laisser de côté la question de la révolution (ce qui est *déjà* une trahison à l'égard du socialisme), non content de renoncer pratiquement à tout travail révolutionnaire méthodique et opiniâtre, va même jusqu'à déclarer que les manifestations de rue constituent une aventure (Kautsky dans *Die Neue Zeit* du 26 novembre 1915), jusqu'à préconiser et réaliser l'unité avec des adversaires déclarés et résolus de la lutte révolutionnaire, les Südekum, les Legien, les Renaudel, les Thomas, etc.

Ce réformisme est absolument incompatible avec le marxisme révolutionnaire, qui est tenu d'utiliser au maximum la présente situation révolutionnaire en Europe pour prêcher ouvertement la révolution, le renversement des gouvernements bourgeois, la conquête du pouvoir par le prolétariat en armes, sans renoncer le moins du monde à tirer profit des réformes afin de déployer la lutte pour la révolution et au cours de cette lutte.

Le proche avenir montrera comment se dérouleront les événements en Europe en général, et la lutte du réformisme-pacifisme contre le marxisme révolutionnaire en particulier, y compris la lutte entre les deux parties de l'union zimmerwaldienne.

Zurich, 1^{er} janvier 1917.

Paru pour la première fois en 1924 dans le Recueil Lénine II

Signé : N. L.

Conforme au manuscrit

NOTES

¹ La brochure *Le Socialisme et la guerre* fut éditée en langue allemande en septembre 1915 et distribuée aux délégués à la Conférence socialiste de Zimmerwald ; elle parut en français en 1916.

² Carl von Clausewitz : *De la guerre*, première partie, livre I, chapitre I, § 24.

³ Le «brentanisme», théorie réformiste bourgeoise, «reconnaissant (l'école du capitalisme), mais rejetant l'école de la lutte de classe révolutionnaire» (Lénine). L. Brentano, économiste bourgeois allemand, partisan du «socialisme d'Etat», essayait de démontrer la possibilité de réaliser l'égalité sociale dans le cadre du capitalisme, au moyen de réformes et de la conciliation des intérêts des capitalistes et des ouvriers. Sous le couvert d'une phraséologie marxiste, Brentano et ses adeptes tentaient de subordonner le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie.

⁴ F. Engels : «Le Socialisme en Allemagne», *Œuvres complètes de K. Marx et F. Engels*, tome 22.

⁵ Le *Novosti* [les Nouvelles], quotidien du parti socialiste-révolutionnaire, publié à Paris d'août 1914 à mai 1915.

⁶ Le *Prolétarski Goloss* [la Voix du Prolétariat], organe du Comité de Pétrograd du P.O.S.D.R., publié clandestinement de février 1915 à décembre 1916. Il en parut quatre numéros dont le premier redonna le manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. : *La Guerre et la social-démocratie russe*.

⁷ La Conférence socialiste internationale des Jeunes sur l'attitude envers la guerre se tint du 4 au 6 avril 1915 à Berne (Suisse), avec la participation de représentants des organisations de jeunesse de 10 pays : Russie, Norvège, Hollande, Suisse, Bulgarie, Allemagne, Pologne, Italie, Danemark et Suède. Elle décida d'organiser chaque année une Journée internationale de la Jeunesse et élut le Bureau international de la Jeunesse socialiste. Conformément aux décisions de la Conférence, celui-ci commença à publier la *Jugend-Internationale* [l'Internationale de la Jeunesse], auquel collaborèrent V. Lénine et K. Liebknecht.

⁸ Les tribunistes : groupe de gauche du Parti ouvrier social-démocrate hollandais rassemblé autour du journal *De Tribune* [La Tribune]. En 1909, les tribunistes furent exclus du Parti ouvrier social-démocrate hollandais et organisèrent un parti indépendant (le Parti social-démocrate de Hollande). Ils représentaient le groupe de gauche

du mouvement ouvrier en Hollande, mais n'étaient pas un parti révolutionnaire conséquent. En 1918, les tribunistes participèrent à la constitution du Parti communiste de Hollande. Le journal *De Tribune*, organe de l'aile gauche du Parti ouvrier social-démocrate hollandais, fut fondé en 1907 à Amsterdam. En 1909, il devint l'organe du Parti social-démocrate de Hollande, et en 1918, celui du Parti communiste de Hollande.

⁹ *Le Loutch* [le Rayon], quotidien légal des menchéviks-liquidateurs ; publié à Pétersbourg de septembre 1912 à juillet 1913 ; paraissait «aux frais de riches amis bourgeois» (Lénine).

¹⁰ *Le Marxisme et le courant liquidateur*. (Recueil d'articles sur les principales questions du mouvement ouvrier contemporain, 2^e partie.) Cet ouvrage fut publié en juillet 1914 par les Editions *Priboï*, relevant du Parti. Il contient des articles de Lénine dirigés contre les liquidateurs. Les articles de Lénine «La Classe ouvrière et la presse ouvrière» et «La Réaction des ouvriers à la formation de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat» contiennent des données détaillées sur les versements en question. (Voir *Œuvres*, tome 20).

¹¹ La *Leipziger Volkszeitung* [Le Populaire de Leipzig], organe de l'aile gauche de la social-démocratie allemande; parut quotidiennement de 1894 à 1933. F. Mehring et R. Luxembourg firent longtemps partie de la rédaction du journal. De 1917 à 1922, la *Leipziger Volkszeitung* fut l'organe des «indépendants» allemands. Après 1922, elle devint l'organe des social-démocrates de droite.

¹² *An* : N. Jordania, leader des menchéviks caucasiens.

¹³ *L'Internationale Korrespondenz* [la Correspondance internationale], hebdomadaire social-chauvin allemand, consacré aux questions de la politique internationale et du mouvement ouvrier; parut à Berlin de 1914 à 1917.

¹⁴ Le *Sovremenny Mir* [le Monde contemporain], revue mensuelle littéraire, scientifique et politique; parut à Pétersbourg de 1906 à 1918. Les menchéviks, et notamment G. Plékhanov, en furent de proches collaborateurs. Les bolcheviks collaborèrent à la revue dans la période du bloc avec le groupe plékhanovien des menchéviks-partiitsy et au début de 1914. En mars 1914, le *Sovremenny Mir* publia l'article de Lénine : «Encore un anéantissement du socialisme». Pendant la Première Guerre mondiale, la revue devint l'organe des social-chauvins.

¹⁵ L'article «Le Programme militaire de la révolution prolétarienne» fut rédigé en allemand, en septembre 1916, pour la presse des social-démocrates de gauche Scandinaves qui, au cours de la Première Guerre mondiale, avaient pris position contre le point du programme social-démocrate prévoyant l'«armement du peuple» et proposé le mot d'ordre erroné de «désarmement». En décembre 1916, cet article remanié fut publié dans le N°2 du *Recueil du Social-Démocrate*, sous le titre : «A propos du mot d'ordre de (désarmement)» (Voir V. Lénine : *Œuvres*, tome 23). En avril 1917, peu avant son départ pour la Russie, Lénine remit le texte de l'article, en langue allemande, à la rédaction de la revue *Jugend-Internationale*. Il parut dans les numéros 9 et 10 de cette revue en 1917. La *Jugend-Internationale*, organe de l'Union internationale des Organisations socialistes de la Jeunesse, qui adhérait à la gauche de Zimmerwald ; fondée à Zurich en septembre 1915, sa publication s'arrêta en mai 1918. Pour une appréciation sur la *Jugend-Internationale*, voir «L'Internationale de la Jeunesse» (V. Lénine : *Œuvres*, tome 23).

¹⁶ Allusion aux thèses sur la question de la guerre, rédigées par R. Grimm (un des leaders du Parti social-démocrate suisse) au cours de l'été 1916, en vue de la préparation d'un congrès extraordinaire du Parti social-démocrate suisse. Ce congrès, prévu pour le mois de février 1917, devait déterminer l'attitude des socialistes suisses envers la guerre.

¹⁷ La *Neues Leben* [Vie nouvelle], revue mensuelle, organe du Parti social-démocrate suisse ; éditée à Berne de janvier 1915 à décembre 1917. La revue propageait les conceptions des zimmerwaldiens de droite : à partir du début de 1917, elle adopta une position social-chauvine.

¹⁸ Voir *Œuvres complètes de K. Marx et F. Engels*, tome 35.

¹⁹ Allusion aux conférences socialistes internationales des internationalistes, qui se tinrent à Zimmerwald et à Kienthal (Suisse). La première Conférence socialiste internationale eut lieu à Zimmerwald du 5 au 8 septembre 1915. Une lutte s'y engagea entre les internationalistes révolutionnaires, dirigés par Lénine, et la majorité kautskiste. Avec les internationalistes de gauche, Lénine forma le groupe de gauche de Zimmerwald, où le Parti bolchevik était seul à défendre avec conséquence une position juste et internationaliste contre la guerre. La Conférence adopta un manifeste définissant la guerre mondiale comme une guerre impérialiste ; elle condamna le comportement des «socialistes» qui avaient voté les crédits de guerre et participaient aux gouvernements bourgeois ; elle appela les ouvriers d'Europe à intensifier la lutte contre la guerre, pour une paix sans annexions ni paiement d'indemnités. La Conférence adopta également une adresse de sympathie aux victimes de la guerre et élut une Commission socialiste internationale. En ce qui concerne la portée de la Conférence de Zimmerwald, voir les articles de Lénine «Un Premier pas» et «Les Marxistes révolutionnaires à la Conférence socialiste internationale (5-8 septembre 1915)» (*Œuvres*, tome 21). La deuxième Conférence socialiste internationale eut

lieu à Kienthal du 24 au 30 avril 1916. L'aide gauche s'y montra plus unie et plus forte qu'à la Conférence de Zimmerwald. Lénine fit adopter une résolution contenant une critique du social-pacifisme et de l'activité opportuniste du Bureau socialiste international. Le manifeste et la résolution adoptés à Kienthal constituèrent un nouveau pas en avant dans le développement du mouvement international contre la guerre. Les Conférences de Zimmerwald et de Kienthal aidèrent les éléments internationalistes à s'affirmer et à se regrouper, mais elles ne se placèrent pas sur des positions internationalistes conséquentes et n'adoptèrent pas les principes fondamentaux de la politique des bolcheviks : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, défaite militaire de son propre gouvernement impérialiste, organisation de la III^e Internationale.

²⁰ Le «Groupe social-démocrate du Travail» ou «Arbeitsgemeinschaft» [Communauté du Travail], organisation des centristes allemands ; formé en mars 1916 par les députés qui avaient rompu avec la fraction social-démocrate du Reichstag. Ce groupe constitua le noyau du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, de tendance centriste, constitué en 1917, qui justifiait les social-chauvins avérés et se prononçait pour le maintien de l'unité avec eux.

²¹ Le «Parti travailliste indépendant» (I.L.P. — Independent Labour Party) fut fondé en 1893, sous la direction de leaders tels que James Keir Hardie et Ramsay MacDonald. Bien que se disant indépendant, au point de vue politique, à l'égard des partis bourgeois, ce Parti était en fait «indépendant du socialisme, mais dépendant du libéralisme» (*Lénine*). Au cours de la Première Guerre mondiale, il commença par publier un manifeste contre la guerre (13 août 1914). Puis, en février 1915, à la Conférence de Londres des Socialistes des Pays de l'Entente, les indépendants se joignirent à la résolution social-chauvine adoptée par la Conférence. Depuis lors, les leaders des indépendants ont eu une position social-chauvine, camouflée sous des phrases pacifistes. Après la fondation de l'Internationale communiste en 1919, et sous la pression de la masse des membres du Parti qui s'orientait vers la gauche, les leaders du Parti travailliste indépendant décidèrent de quitter la II^e Internationale. Les indépendants adhérèrent en 1921 à l'Internationale dite 2 1/2, et rejoignirent, après la chute de celle-ci, les rangs de la II^e Internationale.

²² Les comités des industries de guerre furent créés en Russie en 1914 par la grande bourgeoisie impérialiste. Dans ses efforts pour soumettre les ouvriers à son influence et pour leur inculquer des sentiments chauvinistes, la bourgeoisie imagina d'organiser des «groupes ouvriers» auprès de ces comités. Elle avait intérêt à attirer dans ces groupes des représentants des ouvriers, qui auraient fait de la propagande parmi les masses ouvrières pour l'accroissement de la productivité du travail dans les usines de guerre. Les menchéviks prirent une part active à cette entreprise pseudo-patriotique organisée par la bourgeoisie. Les bolcheviks appelèrent à boycotter les comités des industries de guerre et appliquèrent cette tactique avec succès, soutenus par la majorité des ouvriers.

²³ Le Manifeste de Bâle, manifeste sur la guerre adopté à l'unanimité par le Congrès extraordinaire de la II^e Internationale qui eut lieu à Bâle (Suisse) les 24-25 novembre 1912. Le Manifeste dénonçait les fins de rapine de la guerre préparée par les impérialistes et appelait les ouvriers de tous les pays à lutter résolument contre la guerre. En cas de déclenchement d'un conflit impérialiste, le Manifeste recommandait aux socialistes d'utiliser la crise économique et politique ainsi provoquée pour lutter en faveur de la révolution socialiste. Les chefs de la II^e Internationale, Kautsky, Vandervelde et autres votèrent au Congrès pour l'adoption de ce Manifeste. Mais en 1914, une fois que la guerre impérialiste mondiale eut éclaté, ils vouèrent à l'oubli le Manifeste de Bâle et se rangèrent aux côtés de leurs gouvernements impérialistes.

²⁴ *La Sentinelle*, organe de l'organisation social-démocrate suisse du canton de Neuchâtel (Suisse romande) ; fondée à la Chaux-de-Fonds en 1884. Dans les premières années de la Première Guerre mondiale, ce journal défendit une position internationaliste. Le 13 novembre 1914, il publia dans son N° 265 un résumé du manifeste du Comité central du P.O.S.D.R., «La Guerre et la social-démocratie russe» (V. Lénine : *Œuvres*, tome 21). Le *Volksrecht* [le Droit du Peuple], organe du Parti social-démocrate suisse et de l'organisation social-démocrate du canton de Zurich ; édité à Zurich depuis 1898. Pendant la Première Guerre mondiale, ce quotidien passa des articles de zimmerwaldiens de gauche. Il publia également des articles de Lénine tels que : «Douze thèses brèves sur la défense de la patrie par H. Greulich», «Les tâches du P.O.S.D.R. dans la révolution russe» et «Les manœuvres des chauvins républicains». Le journal paraît encore à l'heure actuelle et a une position anti-communiste et anti-démocratique. Le *Berner Tagteacht* [la Sentinelle bernoise], organe du Parti social-démocrate suisse ; fondé en 1893 à Berne. Au début de la Première Guerre mondiale, ce journal publia des articles de K. Liebknecht, de F. Mehring et d'autres social-démocrates de gauche. A partir de 1917, il soutint ouvertement les social-chauvins ; il paraît encore aujourd'hui et a adopté une position anti-communiste et anti-démocratique.

²⁵ Il s'agit du congrès du Parti social-démocrate suisse qui se tint à Aarau les 20-21 novembre 1915. Le point central de l'ordre du jour du congrès était la question de l'attitude de la social-démocratie suisse à l'égard de l'union zimmerwaldienne des internationalistes. Autour de ce point s'affrontèrent les trois tendances existant au sein de la social-démocratie suisse : 1) les anti-zimmerwaldiens (Greulich, Pflüger, etc.), 2) les partisans de la

droite de Zimmerwald (Grimm et d'autres), et 3) les partisans de la gauche de Zimmerwald (Platten et d'autres). R. Grimm présenta une résolution proposant au Parti social-démocrate suisse de se joindre à l'union de Zimmerwald et d'approuver la ligne politique des zimmerwaldiens de droite. Les social-démocrates de gauche suisses apportèrent à la résolution de Grimm un amendement appelant à reconnaître la nécessité de développer à fond la lutte révolutionnaire de masse contre la guerre et déclarant que seule la révolution victorieuse du prolétariat pourrait mettre fin à la guerre impérialiste. Le congrès adopta à la majorité l'amendement des gauches.

²⁸ Lénine se proposait de faire paraître l'article «Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste» dans le journal *Novy Mir* [le Monde nouveau], édité à New York par des émigrés socialistes russes. L'article ne parut pourtant pas dans le *Novy Mir*, et Lénine révisa les deux premiers chapitres qui furent publiés dans le dernier numéro (N° 58) du *Social-Démocrate*, sous le titre «Un Tournant dans la politique mondiale» (V. Lénine : *Œuvres*, tome 23).

²⁷ La C.G.T. française fut fondée en 1895. Pendant la Première Guerre mondiale, son groupe dirigeant se rangea aux côtés des impérialistes et préconisa la collaboration de classe et la «défense de la patrie».

²⁸ Le Parti socialiste français fut fondé en 1902. En 1905, sur l'initiative du Parti socialiste français et du Parti socialiste de France, fut fondé un parti socialiste unifié, groupant les membres de tous les partis et groupes socialistes (guesdistes, blanquistes, jaressistes, etc.). La direction du Parti socialiste français passa aux socialistes-réformistes (avec à leur tête Jaurès), qui s'y trouvaient en majorité. Pendant la Première Guerre mondiale, le Parti adopta une position social-chauvine, son groupe parlementaire vota les crédits militaires, ses représentants participèrent au gouvernement bourgeois. Au Congrès de Tours (25-30 décembre 1920), il y eut scission du Parti socialiste français : la majorité constitua le Parti communiste français, tandis que la minorité opportuniste de droite, Léon Blum en tête, quittait le Congrès et créait un parti indépendant, qui prit l'ancien nom de Parti socialiste français. Après la Seconde Guerre mondiale, la direction du Parti socialiste français, ayant à sa tête Léon Blum, collabora avec la réaction française et devint un agent de l'impérialisme américain.

²⁹ *La Bataille*, organe des anarcho-syndicalistes français, commença à paraître à Paris en novembre 1915 ; pendant la Première Guerre mondiale, il prit une position chauvine.